

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 26 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°112 ■

CARBURANT

Pas de révision des prix

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, s'est exprimé sur la révision à la hausse des prix du carburant. « Les hautes autorités du pays n'envisagent pas de revoir les prix actuellement », a-t-il assuré. Selon lui, « les prix seront peut-être revus une fois qu'on aura mis en place un mécanisme de subvention ciblée au profit des catégories à faible revenus ».

P 3



Pétrole
Le Brent
à plus de 82 dollars
à Londres

P4

Dessalement de l'eau de mer
Vers la production
locale
des équipements

P3

Startup blockchain africaines
Les levées de fonds
ont augmenté de 429%
en 2022

P 9

LE MINISTRE DES TRANSPORTS
EN VISITE À ANNABA
**Plusieurs projets
inspectés**

P 5

Réforme profonde du texte de loi
monétaire et bancaire

**Les explications du
ministre des Finances**

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a présenté, hier mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

P 3

Pays en développement
**Comment financer la
transition énergétique ?**

La transition énergétique dans les pays en développement nécessitera une transformation sans précédent des infrastructures du secteur de l'électricité, qui passera par un accroissement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et par une réduction progressive de la production d'électricité à partir du charbon.

P 4

Agriculture
**Anticiper la sécheresse
et s'adapter à ses
conséquences**

Si l'Algérie est aux portes de la sécheresse et que même si le spectre du stress hydrique inquiète les céréaliculteurs, il n'en demeure pas moins que ce problème n'est pas inéluctable en soi. Des mesures appropriées peuvent en atténuer les conséquences. Avec le changement climatique, notre pays, n'est pas le seul à être confronté à ce problème. Beaucoup de pays ont su l'anticiper et prendre les mesures les plus idoines. L'Algérie ne peut pas être en reste.

P 5

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

**Plusieurs projets
programmés à Skikda**

Plusieurs projets destinés à lutter contre les feux de forêt et des récoltes agricoles ont été programmés par les services de la wilaya de Skikda, a-t-on appris auprès de ces services. Il sera ainsi procédé dans ce cadre à l'ouverture de plusieurs pistes à travers les communes de Skikda au nombre de 38 sur une distance d'environ 204 km en plus de l'aménagement des tranchées pare-feu de 87 km répartis sur 3 communes, a indiqué la même source. La réalisation des postes de contrôle à travers 6 communes et l'installation de 7 points d'alimentation en eau dans 4 communes d'une capacité globale estimée à 189 m³, devant être ajoutés à 10 autres ayant déjà été créés la saison estivale précédente à travers 10 communes, figurent également parmi les opérations programmées, a-t-on souligné. Lors du conseil de l'exécutif consacré récemment au plan anti-incendies, la wali de Skikda, Houriya Medahi a insisté sur la nécessité de coordonner avec l'ensemble des partenaires concernés pour la prévention des incendies dans cette wilaya, qui dispose d'une superficie forestière dépassant les 198.000 hectares, a-t-on noté.

HADJ

**Instructions pour permettre
à 2000 citoyens de 70 ans et
plus d'accomplir le rite**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint au ministre des Affaires religieuses et des Wakfs de permettre à 2000 citoyens âgés de 70 ans et plus, ayant participé au moins 10 fois au tirage au sort du Hadj lors des précédentes saisons, d'accomplir ce rite au titre du quota de l'Algérie pour la saison en cours, indique lundi un communiqué de la Présidence de la République.

"Afin de donner la chance d'accomplir le Hadj aux citoyens de 70 ans et plus, ayant participé au moins 10 fois au tirage au sort lors des précédentes saisons, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint au ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, de permettre à 2000 citoyens de cette catégorie d'accomplir ce rite au titre du quota de l'Algérie pour la saison 1444/2023", lit-on dans le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vers des annexes de grandes universités suisses en Algérie

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a reçu, avant-hier, l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M. Pierre-Yves Fux, avec lequel il a examiné les moyens d'intensifier la coopération interuniversitaire entre l'Algérie et la Suisse, indique un communiqué du ministère.

Par R E

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur "l'intensification de la coopération et l'échange entre les universités algériennes et leurs homologues suisses dans les domaines prioritaires dans le cadre de la stratégie nationale", précise le communiqué.

Ainsi, M. Baddari a mis en avant sa disposition à "renforcer et à développer la coopération entre les deux pays à travers le jumelage entre les établissements universitaires algériens et les grandes universités suisses, comme c'est le cas en Europe, et ce en vue d'accroître le niveau de mobilité de nos enseignants et étudiants, d'autant plus que nous tendons à former des étudiants excellents et ouverts aux autres cultures et ce suivant la nouvelle philosophie du secteur ciblant l'excellence et la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique".

Le ministre a appelé l'ambassadeur suisse à "ouvrir des annexes des grandes universités suisses pour la formation scientifique et technologique en Algérie".

Pour sa part, M. Pierre-Yves Fux a d'abord présenté ses vœux au ministre à l'occasion de l'Aid El Fitr avant de souligner "la qualité des relations entre l'Algérie et la Suisse".

Il a, à cette occasion, exprimé sa satisfaction quant "au rôle de l'Algérie dans le domaine du rayonnement culturel et son ouverture aux cultures".

La rencontre était également une opportunité pour l'ambassadeur



suisse pour exprimer la disposition de son pays à "élargir la coopération entre les établissements universitaires suisses et leurs homologues algériens à travers la signature des conventions de jumelage dans plusieurs domaines notamment l'archéologie, car l'Algérie recèle des sites archéologiques classés mondialement, en sus de s'intéresser à l'astronomie étant donné que le climat de l'Algérie favorise les différentes recherches et études dans ce domaine", conclut la même source.

PÉNURIE DE L'ANESTHÉSIE DENTAIRE

L'ordre des médecins dentistes lance un appel au chef de l'Etat

Le Conseil national de l'ordre des médecins dentistes vient de faire état de la pénurie de l'anesthésie dentaire en Algérie, un produit indispensable pour l'activité.

Après avoir sollicité en « vain » le ministère de la Santé, le Conseil de l'Ordre a adressé une correspondance au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour lui faire part de cette pénurie et solliciter son intervention. Dans la correspondance datée du 23 avril et signée par son président Dr Mohamed Reda

Dib, le Conseil de l'ordre des médecins dentistes a expliqué que ce médicament « est indispensable pour effectuer des opérations dentaires urgentes et ordinaires et son absence sur la scène nationale impacte négativement le fonctionnement des cliniques dentaires privées et publiques », en plus des « effets néfastes sur la santé publique ».

Prévenant que cette pénurie peut aussi avoir de graves conséquences sur le développement des maladies à long terme, le même Conseil a également fait savoir que cette pé-

nurie a provoqué la fermeture de plusieurs cabinets à travers le pays, ce qui a forcé de nombreux médecins dentistes au chômage, alors qu'ils sont obligés de s'acquitter de leurs charges sociales et de leurs impôts.

« Certains dentistes sont obligés de s'acquitter des loyers, d'autres doivent rembourser des crédits qu'ils ont contractés. Le médecin dentiste s'est retrouvé perplexe face à cette situation », a écrit le Conseil de l'ordre qui a imputé cette pénurie à l'arrêt de l'importation de ce médicament, souli-

gnant qu'« aucune information ne nous a été communiquée sur ce qui se passe sur le terrain en dépit de nos demandes d'explications ». Le Conseil de l'ordre des médecins dentistes d'Algérie a demandé au président de la République d'intervenir pour donner des instructions strictes afin de rendre pour rendre disponible ce produit le plus tôt possible sur le marché national. « Les soins dentaires font partie des urgences médicales », a conclu le Conseil.

Par Slimane T

LE MINISTRE DES TRANSPORTS EN VISITE À ANNABA

Plusieurs projets inspectés

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a entamé hier mardi, une visite de travail, dans la wilaya où il inspectera plusieurs projets relevant de son secteur dans cette wilaya.

Le ministre a insisté, selon un communiqué de la wilaya de Annaba, sur « l'accélération des travaux pour le raccordement du terminal "E" de l'aéroport de la ville au nouveau terminal ».

Youcef Chorfa, a dans le même contexte appelé à la finalisation de l'ensemble des

projets de modernisation de l'aéroport d'Annaba, dans l'objectif est d'ouvrir de nouvelles lignes internationales.

Il est en effet attendu, de transformer l'aéroport international d'Annaba en un véritable pôle de transport aérien au niveau de l'Est du pays avec la mise en service de ces nouvelles infrastructures.

L'aéroport d'Annaba « Rabah BITAT », est l'un des plus anciens aéroports algériens, depuis mis en exploitation en 1939.

L'aéroport dispose de deux pistes. La pre-

mière, en asphalte, d'une longueur de 3 000 m et la deuxième, en béton bitumineux, d'une longueur de 2 290 m.

L'aérogare a fait l'objet de travaux de rénovation et d'agrandissement qui ont débuté en 2007 et se sont terminés en décembre 2015. La nouvelle aérogare a été inaugurée le 9 mars 2016. La nouvelle aérogare est destinée à traiter un flux de 700 000 passagers/an.

R E

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

CARBURANT

Pas de révision des prix

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, s'est exprimé sur la révision à la hausse des prix du carburant. « Les hautes autorités du pays n'envisagent pas de revoir les prix actuellement », a-t-il assuré.

Par Sirine R

Selon lui, « les prix seront peut-être revus une fois qu'on aura mis en place un mécanisme de subvention ciblée au profit des catégories à faible revenus ». Le président de l'ARH a estimé, dans une déclaration à une chaîne de TV, qu'« actuellement, la cherté de la vie ne permet pas d'augmenter les prix du carburant ».

« Une fois qu'on aura mis en place le mécanisme de subvention ciblée, à ce moment-là, on parlera de l'augmentation des prix », a-t-il insisté, et d'ajouter : « Actuellement, la révision des prix n'est pas à l'ordre du jour ».

Il est à noter que si le gouvernement ne souhaite pas pour le moment procéder à la révision des prix du carburant pour les automobilistes, les gestionnaires des stations de service réclament une revalorisation de la marge bénéficiaire. Actuellement, elle ne permet pas de couvrir les charges des stations de service. C'est un véritable casse tête pour les quelques 1800 propriétaires de stations service et même pour la société publique en charge de la distribution du carburant, en l'occurrence Naftal.

La question est bien inscrite dans le programme du gouvernement depuis 2022, mais à ce jour rien n'a

été décidé encore sur la question des subventions d'une manière générale. Nous devons certainement attendre la finalisation des opérations de la numérisation exigées par le président de la République afin d'avoir toutes les données pour le ciblage des subventions et l'instauration d'une justice sociale et surtout la libération du marché national à la concurrence.

L'implication des prix réels permettra aux entreprises d'avoir de plus de visibilité pour investir davantage. Le président de l'ARH a plaidé la cause des distributeurs des carburants, en souhaitant de trouver une solution équitable à cette question sensible, sans toutefois pénaliser le consommateur.

L'équation est donc compliquée nécessitant une concertation permanente, dont les pouvoirs publics sont appelés à faire un geste, notamment en matière d'allègement des charges fiscales et parafiscales. Les « pompistes » réclament l'augmentation de cette marge de 0,80 DA le litre de différents produits de carburant à 2 DA. Il est à noter que l'Algérie compte actuellement 2700 stations de service, dont 700 pour Naftal et 1800 autres pour le privé. Par ailleurs, le président de l'ARH prévoit également une « légère hausse » de la consommation des carburants en 2023, similaire à celle de 2022, à la faveur de la reprise

économique en Algérie.

Dimanche dernier, dans un entretien accordé à l'agence APS, le président de l'ARH a déclaré : « La baisse des prix de ces produits encourage leur consommation, d'où la nécessité de revoir leur marge commerciale, en appliquant le système des subventions directes au profit des catégories sociales et ménages à faible et moyen revenus ».

« Il incombe aux citoyens de rationaliser leur consommation, en vue d'économiser et d'exporter ce carburant vers les marchés extérieurs pour générer des devises qui profitent à l'économie nationale et au citoyen », a-t-il dit.

M. Nadil a fait savoir que la consommation nationale de carburant a atteint environ 17,7 millions de tonnes en 2022 (+3% par rapport à 2021) à la faveur de la reprise économique enregistrée dans le pays dans plusieurs secteurs, notamment les services et l'industrie. Il a précisé que « cette croissance de la consommation devrait se poursuivre durant les années à venir, pour atteindre environ 41 millions de tonnes à l'horizon 2050, avec une augmentation annuelle d'environ 3 millions de tonnes », soulignant que « les capacités de production nationales peuvent répondre à cette demande ».

RÉFORME PROFONDE DU TEXTE DE LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE

Les explications du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a présenté, hier mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers. Lors d'une réunion présidée par le président de la commission, Noureddine Taj, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a indiqué que la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais "nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession".

Ce texte de loi abrogeant l'Ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, s'inscrit dans le cadre des "réformes initiées par les Pouvoirs publics et de la restructuration du secteur bancaire et financier en Algérie, afin de l'adapter aux développements survenus dans le système économique mondial et mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée".

Cette "profonde révision" tend, ajoute le ministre, à renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en confiant au CMC de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'écosystème bancaire, en élargissant ses prérogatives en matière d'agrément des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des courtiers indépendants, en autorisant l'ouverture de bureaux de change et en renforçant le rôle de la Commission bancaire en tant qu'autorité de supervision.

Cette commission est, selon les précisions du ministre, la seule autorité de contrôle habilitée à statuer sur les violations des dispositions de la présente loi et de ses clauses, en ce qui concerne l'exposition aux risques, notamment le risque de crédit et les actes de gestion qui en résultent. Il s'agit également de renforcer les missions organisationnelles et de contrôle des institutions et de se conformer aux pratiques des banques centrales et des institutions de contrôle au niveau international. La mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité monétaire et bancaire, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à introduire des réformes majeures dans la gouvernance financière en Algérie, vient adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît l'Algérie et répondre aux nouveaux défis posés, a rappelé M. Faïd.

Dans ce cadre, le ministre a passé en revue les différentes étapes d'élaboration des lois régissant l'activité bancaire en Algérie, qui ont connu plusieurs modifications depuis le début des années 1990 en vue d'être au diapason des mutations économiques et financières dans le pays.

La loi N°86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit a contribué à établir les règles pour l'encadrement de l'activité bancaire, notamment en ce qui a trait au crédit, pour être ensuite abrogée par la loi N°90-10 du 14 avril 1990 qui a consacré l'autonomie de la Banque d'Algérie et l'introduction de réglementations bancaires conformes aux règles de l'économie du marché.

Par la suite, la loi N°90-10 a été mise à jour en vertu de l'Ordonnance N°11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, afin de renforcer les conditions de contrôle des banques et des institutions financières, et de mettre en place des mécanismes de surveillance, d'information et d'alerte plus précis.

Les dispositions de la présente loi favoriseront la relance économique à travers le renforcement de l'inclusion financière, la diversification des sources de financement de l'économie et le développement du marché financier, a souligné le ministre des Finances.

R.E.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Vers la production locale des équipements

La société "Algerian Energy Company" (AEC SPA), chargée de la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer, œuvre à domicilier en Algérie la production de plusieurs équipements des stations de dessalement et à augmenter le taux d'intégration nationale en la matière, avec pour objectif de porter à 60% la contribution de cette activité à la sécurisation des besoins nationaux en eau potable d'ici 2030, a affirmé le directeur général (DG) de la société, Mohamed Boutabba.

Dans un entretien à l'APS, M. Boutabba a précisé que l'AEC, filiale du groupe Sonatrach, entend « attirer les entreprises spécialisées dans les technologies et les équipements des stations de dessalement de l'eau de mer, notamment les membranes d'osmose inverse, pour les produire localement à travers des contrats de partenariat et de coopération, tout en maximisant la participation de l'outil national de production dans les projets en cours

ou futurs".

Pour la première fois, souligne-t-il, l'Algérie lance en même temps cinq (5) grands projets de dessalement de l'eau de mer pour une durée de réalisation ne dépassant pas 25 mois, et d'une capacité estimée à 300.000 M3/jour chacune, en faisant participer les entreprises algériennes dont la plupart sont des filiales de Sonatrach, et ce pour assurer la sécurité hydrique du pays à travers les sources d'eau non conventionnelles.

Inscrits au titre du programme complémentaire, ces projets, lancés en 2022, sont implantés dans les wilayas de Tipaza (Fouka 2), Oran (Ras El Abiad), Béjaïa (Toudja), Boumerdes (Cap Djinet) et El Tarf (Koudiet Eddraouch). Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait dernièrement ordonné la généralisation des stations de dessalement de l'eau de mer tout le long du littoral algérien, "comme plan stratégique, d'autant que la technologie de maîtrise des stations de dessale-

ment est devenue purement algérienne".

Fin 2021, un programme urgent a été lancé en vue de la réalisation de trois stations de dessalement au niveau de Bateau Cassé (Bordj el Kiffan à Alger), d'une capacité de 10.000 m3/jour, à El Marsa à Alger (60.000 m3/j) et à Corso dans la wilaya de Boumerdes (80.000 m3/j), ce qui représente une capacité de production globale de 150.000 m3/j. Dans ce cadre, en 2022, deux stations de dessalement parmi les trois stations programmées, ont été réceptionnées, à savoir les deux stations à Bateau Cassé et à El Marsa. La dernière station de Corso (Boumerdes), sera réceptionnée "incessamment", selon les données de la société.

A une question sur les enveloppes financières affectées aux projets des stations de dessalement au cours des dernières années, M. Boutabba a affirmé que l'Etat a investi "plus de 2 milliards USD, sans compter les grands investissements dans la réa-

lisation des réseaux de distribution des eaux produites par les stations et les investissements relatifs au raccordement des stations au réseau électrique".

AEC supervise, soit en partenariat ou de manière autonome, la gestion et l'exploitation de 13 stations de dessalement réparties le long de la bande côtière, avec une capacité totale de dessalement avoisinant 2,7 millions de m3/jour, ce qui couvre environ 17% des besoins de l'eau potable à travers le pays.

La société AEC a réussi en 20 ans de travail dans ce domaine, à acquérir "de grandes expertises dans l'élaboration des cahiers des charges, la conclusion de marchés avec les opérateurs locaux ou étrangers, le lancement des études préliminaires, la maîtrise des techniques de dessalement de l'eau de mer, de l'exploitation et de l'entretien des stations en service, ainsi que la création des modèles financiers, en vue de fixer le prix du mètre cube".

Synthèse R E

RÈGLEMENT DES CONFLITS
COLLECTIFS DE TRAVAIL ET
L'EXERCICE DU DROIT DE GRÈVE

Présentation d'un nouveau texte de loi devant les sénateurs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a présenté lundi devant la commission spécialisée du Conseil de la nation le texte de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, un texte qui vient renforcer les mécanismes de dialogue social en tant qu'outil pour l'adoption de solutions communes et consensuelles contribuant à l'amélioration des relations professionnelles.

Lors de la présentation du texte qui s'est déroulée en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a précisé que le texte de loi "vient renforcer les mécanismes de dialogue social entre les partenaires sociaux en tant qu'outil pour l'adoption de solutions communes et consensuelles contribuant à améliorer les relations professionnelles et à assoir la stabilité socioéconomique afin de prévenir les conflits collectifs de travail". Il a rappelé, dans le même contexte, que le texte de loi avait pour objectif de renforcer les mécanismes de dialogue social de manière à ce que "le recours à la grève devienne la solution de dernier recours et se fasse dans le respect des procédures juridiques dans la forme et dans le fond, soit après épuisement de toutes les voies de règlement à l'amiable, à travers le dialogue, la concertation, les négociations collectives ainsi que les mécanismes de réconciliation, de médiation et d'arbitrage".

"Le texte a consacré le dialogue social en tant que moyen civilisé et pacifique avant et après le conflit collectif au travail et durant la grève", a poursuivi le ministre, ajoutant que "le dialogue permettra de surmonter les conflits et de rapprocher les vues entre les parties du conflit collectif à travers la prise en charge des préoccupations socioprofessionnelles et les conditions du travail". Cette loi intervient dans le cadre des "directives du président de la République relatives notamment à l'intégration de la définition de la grève dans le travail, ainsi que ses conditions et son cadre légal pour éviter les grèves non-professionnelles et illégales", a expliqué le ministre.

A l'issue de la présentation, les membres de la commission ont fait part de leurs préoccupations par rapport à ce texte de loi, mettant en avant son importance car, affirmant-ils, "il intervient dans le cadre de la politique dont les contours ont été définis par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à opérer de profondes réformes sociales, notamment celles relatives aux relations de travail et au dialogue social".

R E

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Comment financer la transition énergétique ?

La transition énergétique dans les pays en développement nécessitera une transformation sans précédent des infrastructures du secteur de l'électricité, qui passera par un accroissement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et par une réduction progressive de la production d'électricité à partir du charbon.

Par R E/Agence

Le nouveau cadre de cette transition énergétique proposé par la Banque mondiale, intitulé « Scaling Up to Phase Down », sert de feuille de route pour identifier les difficultés de financement et élaborer une approche globale pour y remédier.

Sans les moyens de financer une transition énergétique et des infrastructures de réseau, les pays en développement payent leur électricité au prix fort. Ils n'ont pas la possibilité de participer à des projets d'efficacité énergétique ou d'énergie renouvelable et se retrouvent enfermés dans des projets de production d'énergie à partir de combustibles fossiles dont les coûts sont élevés et instables. Ces pays sont de fait soumis à une triple peine et pris au piège de la pauvreté.

Selon le Groupe de la Banque mondiale, les pays à revenu faible ou intermédiaire abritent 89% des centrales au charbon du monde menacées d'abandon, dont les investissements sont estimés à environ 1 000 milliards de dollars. Une transition énergétique juste nécessitera des flux de capitaux beaucoup plus importants que ceux qui sont mobilisés aujourd'hui pour répondre aux besoins de croissance de la production d'électricité sobre en carbone.

« Accélérer la transition énergé-

tique vers des sources d'énergie à faible émission de carbone tout en fournissant aux entreprises et particuliers un accès fiable à l'électricité nécessitera des mécanismes de financement pour des réductions d'émissions vérifiables, un partenariat étroit avec le secteur privé et un volume de fonds nettement plus élevé, en particulier des ressources concessionnelles, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. La Banque mondiale soutient les réformes visant à renforcer le secteur de l'énergie et l'environnement des affaires, les investissements dans de nouvelles capacités de production et l'efficacité énergétique, la modernisation du réseau pour l'intégration des énergies renouvelables intermittentes, ainsi que le financement et l'assistance technique pour relever les défis sociaux de la transition. »

Le cadre « Scaling Up to Phase Down » présente les défis auxquels sont confrontés les pays en développement qui se lancent dans la transition énergétique, afin de trouver des moyens de résoudre ces problèmes.

Trois obstacles majeurs empêchent ces pays d'accélérer leur transition. Premièrement, les projets d'énergie renouvelable impliquent des coûts d'investissement initiaux prohibitifs, et de nombreux pays s'enferment dans des choix énergétiques coûteux et à forte intensité de carbone à

travers des subventions à l'énergie inefficaces. Deuxièmement, les pays en développement sont confrontés au coût élevé des capitaux qui détournent leurs choix d'investissement des énergies renouvelables. Et enfin, les lacunes fondamentales du secteur de l'énergie, en particulier les capacités institutionnelles, entravent l'accélération de la transition.

Le cadre analyse la transition énergétique sous la forme d'un « cercle vertueux » composé de six étapes essentielles pour surmonter les obstacles aux énergies renouvelables. Le cercle commence par la volonté et l'impulsion des pouvoirs publics, qui conduisent à un environnement réglementaire favorable, des institutions de plus en plus performantes et des instruments permettant de réduire les risques au minimum. Ces bases permettent alors l'attribution transparente et compétitive des projets, avec à la clé un développement des énergies renouvelables qui permette de répondre à des besoins urgents, notamment la sécurité énergétique, l'accessibilité financière de l'énergie et la création d'emplois.

« La transformation généralisée du secteur de l'énergie dans les pays en développement exige des interventions stratégiques continues et une coordination beaucoup plus poussée qu'elle ne l'est actuellement entre les pouvoirs publics, les investisseurs et les partenaires, explique Guangzhe

Chen, vice-président de la Banque mondiale chargé des infrastructures. La Banque mondiale peut jouer un rôle essentiel dans l'enclenchement de ce cercle vertueux en soutenant les gouvernements au moyen de financements climatiques concessionnels et à faible coût pour la préparation de la transition, le renforcement des services et réseaux d'électricité, et les investissements dans le déploiement d'énergies propres à un coût abordable. »

L'approche « Scaling Up to Phase Down » offre également des solutions au défi politiquement et financièrement complexe de la sortie progressive du charbon. Une planification plus approfondie peut aider à atténuer les risques d'actifs délaissés. Le refinancement des emprunts souscrits pour les centrales à charbon peut permettre d'avancer la date de leur mise hors service. Les travailleurs et les populations dont les moyens de subsistance reposent sur l'économie du charbon doivent avoir la garantie d'une transition juste. Des financements concessionnels sont nécessaires pour aider les pays à tirer pleinement parti des avantages que procure l'abandon progressif du charbon en tant que bien public mondial.

Source : Banque Mondiale

CASH ASSURANCES

Augmentation de son capital social de 50%

La Compagnie d'assurances des hydrocarbures (Cash Assurances) a annoncé lundi avoir finalisé une nouvelle augmentation de son capital social, passant de 10 milliards de dinars (mlds DA) à 15 mlds DA, soit une hausse de 50%.

Cette opération permettra à la compagnie publique de "se donner des moyens supplémentaires pour faire face à ses multiples engagements et une meilleure assurantivité de ses clients", a-t-elle souligné dans un communiqué.

L'augmentation du capital a été réalisée grâce à l'apport en nature de l'actionnaire Sonatrach, pour un montant de 5 mlds DA, "traduisant l'engagement constant du groupe Sonatrach dans l'accompagnement

ment de Cash Assurances, dans l'objectif de réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de sa stratégie de développement, l'amélioration de son positionnement concurrentiel et le maintien de la tendance haussière de ses performances techniques et financières réalisées ces dernières années", selon la même source.

Ainsi, et à la faveur de cette recapitalisation, la part du groupe Sonatrach dans le capital social de la Cash Assurances passe de 82% à 88%, est-il précisé dans le communiqué.

En plus de lui permettre d'être largement en conformité avec les règles prudentielles en termes de minimums réglementaires exigés, cette recapitalisation

"permet à Cash Assurances de faire face à des niveaux de sinistralité les plus élevés, offrant ainsi à ses clients les meilleures garanties en termes de couvertures assurantielles", explique cette compagnie détenue également par Naftal, la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (Caar) et la Compagnie centrale de réassurance (CCR).

La compagnie avait enclenché en 2020 un processus de recapitalisation, à travers une augmentation de son capital social de 7,8 mlds DA à 10 mlds DA, par l'incorporation d'une partie des réserves ordinaires, avant d'effectuer cette nouvelle augmentation de 5 mlds DA en 2023.

R E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars mardi à Londres

Les prix du pétrole reculaient légèrement mardi, le rebond de la veille provoqué par la perspective d'une demande chinoise robuste s'essouffant face aux inquiétudes sur l'économie américaine. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin cédait 0,44%, à 82,37 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois

abandonnait 0,48%, à 78,41 dollars.

Lundi, «les prix ont reçu une bouée de sauvetage avec des informations de presse sur les niveaux de réservations des compagnies aériennes pour la semaine de congés de la Golden Week début mai, qui atteignent un sommet depuis 2019», commentent des analystes.

La perspective d'une demande plus ample venue de Chine, premier importateur mon-

dial de brut mais dont la consommation a été modérée par les mesures anti-Covid-19 ces dernières années, a redonné un coup de fouet au pétrole.

Mais «les prix tangent à nouveau, car les attentes d'une demande en berne refont surface, particulièrement aux Etats-Unis, première économie mondiale», soulignent les analystes.

APS

AGRICULTURE

Anticiper la sécheresse et s'adapter à ses conséquences

Si l'Algérie est aux portes de la sécheresse et que même si le spectre du stress hydrique inquiète les céréaliculteurs, il n'en demeure pas moins que ce problème n'est pas inéluctable en soi. Des mesures appropriées peuvent en atténuer les conséquences. Avec le changement climatique, notre pays, n'est pas le seul à être confronté à ce problème. Beaucoup de pays ont su l'anticiper et prendre les mesures les plus idoines. L'Algérie ne peut pas être en reste.

Par Reda Hadi

Beaucoup de pays donc, ont pris des mesures pour parer à cette éventualité. L'Algérie a fait de sa sécurité alimentaire une profession de foi. Mais avec le stress hydrique, qui pointe du nez et l'inquiétude des céréaliers, les pouvoirs publics ont pris la mesure de ce problème particulièrement pour les eaux d'irrigation, et édicté des règles et consignes à observer. Pour pallier à ce manque (le plus possible) et aider au mieux les céréaliculteurs, la rationalisation et la bonne gestion de cette ressource, s'imposent d'elles-mêmes. Des prévisionnistes météo disent que la prévision de la sécheresse s'appuie sur les suivis hydrologiques et météorologiques disponibles, mais reste difficile. Mais qu'il est aussi possible de favoriser les capacités naturelles des milieux à retenir l'eau. À moyen terme, l'adaptation au changement climatique semble indispensable face à des sécheresses qui deviendront de plus en plus fréquentes. Assurer un suivi de situation hydrologique et météorologique. Les sécheresses sont difficiles à prévoir.

Contrairement aux événements climatiques soudains, le phénomène de sécheresse est très progressif. Au-delà de quelques jours, les prévisions météorologiques permettent seulement de connaître les tendances globales, mais pas les épisodes pluvieux, ni les volumes de précipitations. D'où la bonne gestion de cette ressource.

Le directeur général de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie Hartani Tarik, lors de son passage chez nos confrères de la radio nationale s'est exprimé à ce sujet.

Pour l'expert s'agissant du manque d'eau, notamment à l'ouest du pays où l'on atteste déjà que la saison céréalière est compromise, il faut entrevoir cette question sur le moyen et le long terme, fait-il remarquer, car l'existence de l'eau est un facteur déterminant, mais la science permet en fait de prévoir des dispositifs adaptés à la lumière des prévisions pour les prochaines années et agir en conséquence.

Les problèmes du manque d'eau sont récurrents et des experts affirment que l'Algérie est classée parmi les pays les plus déficitaires en eau. De part son appartenance à la zone géographique du "Middle-East and North Africa (MENA)" et la quasi-totalité de son

territoire (87%) classé en zone désertique, sa pluviométrie moyenne annuelle varie de 1600 mm dans l'extrême nord-est à 12 mm à l'extrême sud-ouest. Néanmoins, la pluviométrie moyenne du territoire, toutes zones confondues n'est que de l'ordre de 89 mm. De ce fait, l'Algérie est classée parmi les 13 pays africains qui souffrent le plus du manque d'eau.

Il fait selon eux mobiliser entre 15 et 20 milliards de m³/an, tout en sachant que les potentialités du pays ne sont que de 17 milliards de m³/an et que la mobilisation actuelle n'est que de 5 à 6 milliards de m³/an. Cette situation inquiète au plus haut point le secrétaire générale du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière (CNIFC), qui s'est exprimé chez nos confrères et souligne que le manque de pluviométrie menace de compromettre la saison. En effet, pour lui, après les épisodes neigeux et pluvieux entre janvier et début février, aucune chute de pluie n'a été enregistrée durant les mois de mars et avril en cours, suscitant des inquiétudes quant au devenir des cultures céréalières au nord du pays.

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ CÉRÉALIÈRE

Une nouvelle stratégie en cours d'élaboration

L'Ecole nationale supérieure d'agronomie s'ouvre sur la société en s'impliquant d'avantage dans l'amélioration du rendement de production céréalière, et combler son déficit, afin d'assurer l'indépendance à l'étranger. C'est l'approche étayée, hier mardi, par son directeur le professeur Tarik Hartani, lors de son passage à l'émission « Invité de la rédaction », de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Pour cela une politique efficiente basée sur des données justes est nécessaire, explique le directeur général de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie, pour assurer l'« amélioration du bouchier nourricier national à l'objet de produire un bon aliment sécurisé. »

A cet effet, révèle-t-il, un noyau d'experts multidisciplinaire, ouvert à d'autres secteurs, comme les sources hydriques, le transport et la Sonatrach, s'est penché dernièrement sur l'élaboration d'une vision stratégique pour contribuer à aider le pays à surmonter ses difficultés en la matière.

Selon lui, une feuille de route est dégagée des premières réunions, à la base d'un diagnostic traduisant cette implication dans les problèmes socioéconomiques nationaux. « Il en est sorti une marge d'une possible progression à court terme. Cette dernière est constatée au Nord, notamment, et permet selon ce diagnostic de passer de 3-3,5 millions de tonnes/an de blé à 5-6 millions de tonnes l'an », explique le professeur, rappelant que l'Algérie importe jusqu'à 7,5 millions de tonnes/an.

Et à l'optique de maîtriser ces chiffres, l'expert suggère, l'introduction de la rigueur dans le travail ainsi que la maîtrise de la technologie.

« La technologie est un ensemble d'outils assortis de statistiques numérisées afin de comparer les chiffres dont nous disposons », a-t-il enjoint, soulignant que « c'est grâce à la science que nous pouvons gagner en productivité. » Cette démarche multiple, basée essentiellement sur un diagnostic initial, à l'instar d'autres pays aux conditions similaires, aide à améliorer, selon M. Hartani, notre production de blé, voire des blés, et soustraire à l'importation « ce que nous pouvons produire nous-mêmes ». Il faudrait faire un effort, conseille-t-il, pour développer davantage certains créneaux pour améliorer la productivité à l'hectare dans le nord du pays et également dans le Sud. « Pour le développement de la culture saharienne, nous avons proposé des modèles de 500 hectares à double culture en faisant soit du blé avec des légumineuses, du blé avec des cultures industrielles ou du blé avec culture fourragère ». S'agissant du manque d'eau, notamment à l'ouest du pays, où l'on atteste déjà que la saison céréalière est compromise, il faut entrevoir cette question sur le moyen et le long terme, fait-il remarquer, car l'existence de l'eau est un facteur déterminant, mais la science permet en fait de prévoir des dispositifs adaptés à la lumière des prévisions pour les prochaines années et agir en conséquence. « Si à l'Ouest le manque d'eau fait dire, une bonne année travaille pour les trois années d'après, la science propose des stratégies d'adaptation et de résilience », indique le professeur, signalant que dans les régions où le stress hydrique est moins sévère, il y a des gains de productivité à obtenir.

Nous envisageons, dit-il, donc d'augmenter la prise en charge des parcelles grâce à des associations d'agriculteurs, ainsi qu'un certain nombre de mesures telles que des centres techniques pour la certification des semences, l'approvisionnement en engrais, au moment voulu, et ramener de l'eau recyclée des stations d'épuration.

R. E.

Radio nationale

DÉRIVÉS DE DATTES

Une production en plein essor

Le commerce des produits alimentaires issus des dattes est en plein essor en Algérie, au grand bonheur des adeptes de produits naturels désireux de remplacer leur consommation de sucre et de friandises industriels par des produits diététiques à forte valeur nutritive.

Favorisés par la tendance de beaucoup de consommateurs à opter pour une nourriture saine, les boutiques commercialisant les dérivés de dattes se multiplient à Alger en proposant plusieurs produits issus de ce fruit bény : sucre, miel et sirop de dattes, pâte à tartiner, confiture, chocolat, café et vinaigre.

"L'utilisation des dérivés de dattes est ancrée dans nos traditions culinaires", souligne Salem, propriétaire d'un ancien magasin de dattes dans un quartier de la basse Casbah.

"Certes, la vente de la variété Deglet Nour demeure notre principale activité depuis la création de notre commerce, en 1947, mais nous avons toujours commercialisé en parallèle des dérivés de dattes principalement el ghars

(pâte de dattes) utilisée dans la réalisation de gâteaux traditionnels dont Erfiss et les Bradj", a-t-il dit.

Salem fait constater un "engouement accru" des consommateurs pour ces produits ces dernières années.

Outre le sucre réalisé avec la poudre de dattes sèche, ce septuagénaire cite le café de dattes décaféiné très tendance. "C'est des noyaux de dattes broyés auxquels on ajoute une quantité de café", a-t-il expliqué en soulignant le goût agréable de ce breuvage décaféiné.

"Les gens commencent à prendre conscience des bienfaits des produits naturels pour leur santé", a-t-il fait constater.

A Alger-centre, rue Mustapha Ferroukhi (ex-Richelieu), la Boutique "TAMRAH" regorge elle aussi de produits à base de dattes. La gamme est riche et variée : confiture, tablettes de chocolat, pâtes à tartiner, sucre, café, vinaigre... et la liste s'allonge.

Originaires de Biskra, les propriétaires de la boutique qui activent depuis plusieurs décennies dans

la production et la commercialisation des dattes, notamment Deglet Nour de Tolga, ont décidé de diversifier leur production en se lançant dans ce créneau juteux.

Actuellement, ils disposent d'une usine de confection et de conditionnement à Blida. "La matière première utilisée dans cette gamme vient tout droit des exploitations agricoles des propriétaires", explique Alpa, vendeur dans la boutique.

"Nos produits se vendent très bien", s'est-il félicité, en vantant leur bienfaits sur la santé.

Quant à la catégorie des consommateurs intéressés par leurs gammes, "les diabétiques viennent en tête de liste", selon ce jeune vendeur. "Les personnes atteintes du diabète préfèrent consommer la poudre de dattes et les confiseries à base de ce fruit à la place des sucres et des sucres industriels très nocifs pour la santé", a-t-il affirmé.

Parmi la clientèle de la boutique, il cite également les sportifs adeptes d'aliments bio ainsi que les personnes souffrantes d'anémie et de manque d'appétit en

quête de fortifiants naturels.

Sur ce point, il nous montre plusieurs produits toniques dont la traditionnelle rouina, faite à base de farine de blé grillée mais aussi de dattes séchées finement broyées.

"Très répandue dans le Sud de l'Algérie, la rouina se prépare souvent avec le miel de dattes et les fruits secs, ce qui fait d'elle un plat riche et varié", a-t-il fait valoir. Même les pâtisseries et les ménagères trouvent leurs compte dans cette boutique qui propose du sucre cristallisé, du miel et du sirop à base de dattes pour la confection de gâteaux.

"Ces ingrédients permettent aux gens longtemps frustrés à cause des régimes alimentaires de déguster des gâteaux sains et appétissants de façon modérée sans nuire à leur santé", a-t-il souligné. Pour Amira Zedek, nutritionniste, les vertus des produits naturels, dont les produits dérivés de dattes, et leurs bienfaits pour la santé ne sont pas à démontrer, en recommandant toutefois l'étiquetage de tous ces produits mis sur le marché.

R. E.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA CAP

Plusieurs sujets abordés

Le ministre de l'industrie pharmaceutique Mr Ali Aoun a reçu, hier mardi, au siège du ministère, une délégation de la Confédération Algérienne du Patronat, la CAP, conduite par Mme Mostfaoui Fatima Zohra, présidente de la Fédération Nationale de la Santé, au sein de la confédération.

Les échanges ont porté sur la poursuite et au renforcement de la collaboration entre les deux parties et l'émission d'avis sur les textes réglementaires. Est également abordée l'étude des différentes problématiques rencontrées par les opérateurs ainsi que les initiatives prises par le ministère de l'industrie pharmaceutique anciennement pour lever ces entraves.

Lundi dernier, rappelle-t-on, le ministre Ali Aoun a

reçu la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Mme Saïda Neghza, avec laquelle il a examiné les domaines de coopération et de coordination avec les opérateurs économiques désirant investir, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue lundi, il a été question des domaines de coopération et de coordination entre le secteur et les opérateurs économiques désirant investir notamment dans le secteur du textile et des cuirs, ainsi que l'industrie automobile, ajoute le communiqué.

À cette occasion, Mme Neghza a donné un exposé exhaustif sur la foire permanente de la production algérienne au Qatar qui constitue une véritable opportunité pour commercialiser les produits algériens, appelant à

la participation des différents industriels dont les entreprises privées et publiques à cette foire. Dans ce sillage, le ministre a rassuré que son département ministériel "œuvrera à la prise en charge permanente des préoccupations des industriels et des opérateurs économiques, pour la promotion de l'industrie et de l'économie nationale", souligne la même source. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques avec le partenaire économique, qui se veut une plateforme de dialogue et de concertation entre l'administration et les opérateurs économiques, conclut le communiqué.

R. E.

BLIDA

Mise en service de 20 transformateurs électriques depuis janvier 2023

Vingt nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service à travers 12 communes de la wilaya de Blida depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Les 20 transformateurs électriques ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement de l'année 2023 portant réalisation de 38 installations similaires, a indiqué une responsable à la direction.

Ces nouvelles installations ont permis d'améliorer la qualité du service fourni aux clients, notamment par la prise en charge du problème de coupures de courant électrique et de chute de tension à travers les 12 communes ciblées, à savoir, Ouled Yaich (comptant la plus forte densité d'habitants au niveau de la wilaya) Soumâa, Bougara, Ouled Slama, Meftah, Chebli et Ben Khelil (à l'Est de Blida), Bouâra, Ain Romana, Mouzaia (à l'Ouest) et Beni Merad (au Nord).

Le programme d'investissement 2023, visant à améliorer l'approvisionnement en énergie électrique, particulièrement durant la saison estivale, prévoit la réalisation de pas moins de 95, 5 km de réseau électrique, selon la même source.

Sur un autre volet et concernant l'accompagnement de l'investissement, la direction de distribution a procédé, durant le premier trimestre de cette année, au raccordement de 24 exploitations agricoles au réseau électrique, a-t-on ajouté.

Au titre de ce même programme, des travaux sont en cours pour le raccordement de 59 autres exploitations agricoles, tandis que les opérations de branchement de 23 autres exploitations seront lancées "prochainement", a précisé la même source.

En outre, au titre des mêmes mesures visant le développement du secteur agricole, quelque 24 compteurs électriques ont été installés au profit d'exploitations agricoles sans paiement préalable des redevances.

TIPASA

Lancement des travaux de réalisation d'une station d'épuration à Menaceur

Les travaux de réalisation de la Station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Menaceur au Sud de Tipasa ont été lancés récemment, en vue de son exploitation future dans l'irrigation agricole, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya.

Il s'agit, selon la même source, des travaux de réalisation d'une STEP, dont le traitement des eaux se fait en trois étapes, permettant ainsi l'exploitation des eaux traitées dans l'irrigation agricole, parallèlement à l'éradication des points noirs des eaux usées. Cette station, dont le wali de Tipasa Aboubakr Essedik Boucetta a procédé au lancement des travaux, est, également, appelée à une importante contribution dans l'élimination de 28 déversoirs d'eaux usées à Menaceur, et au niveau d'ensembles d'habitations voisins, comptant une population globale de plus de 39.000 âmes.

Le wali a souligné l'impératif de l'élaboration d'un plan d'action en fixant les priorités pour le projet, et en premier lieu l'éradication de trois déversoirs d'Oueds au niveau du barrage Boukerdane, commune de Sidi Ammar.

M. Boucetta a, également, insisté sur la nécessité de "respect des délais fixés pour le projet qui doit être livré dans 24 mois, et de la qualité des travaux qui doivent être conformes aux normes".

"Il est, désormais, impératif de réaliser des STEP dont les eaux seront exploitées dans l'irrigation agricole, en tant que ressource alternative, en situation de stress hydrique,

et non pour être utilisée uniquement dans les limites permises pour la protection de l'environnement comme par le passé", a, encore, souligné le wali de Tipasa.

Il a souligné que l'Office national de l'assainissement (ONA) exploite des méthodes scientifiques et modernes dans le traitement des eaux usées.

"Un fait en conformité avec les orientations du Gouvernement portées dans la stratégie nationale des eaux traitées mise au point par le ministère des Ressources en eau dans une perspective de développement durable", a estimé M. Boucetta.

BORDJ BOU ARRERIDJ

L'INFSPM obtient l'arrêté de sa création

L'institut national de formation supérieure paramédicale (INFSPM) de Bordj Bou Arreridj, ouvert partiellement à titre exceptionnel depuis trois années, vient d'obtenir l'arrêté de sa création qui "lui permettra d'avoir un budget spécial de gestion et d'améliorer les conditions de scolarisation et d'encadrement", a-t-on appris dimanche de sa directrice Nouara Merazga.

Cet arrêté, a-t-il précisé à l'APS, met fin au problème administratif et juridique de l'institut ouvert exceptionnellement et partiellement depuis trois ans par le ministre de tutelle pour atténuer la pression sur l'institut de formation spécialisée de Sétif en tant qu'annexe de ce dernier, réservée aux étudiants de la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Cette situation, a ajouté Mme Merazga, a conduit l'administration et les autorités de wilaya à rechercher des solutions d'urgence pour le financement, l'hébergement des étudiants et le détachement

des encadreurs en coordination avec la direction locale de la santé et l'université Mohamed El Bachir El Ibrahim, outre le recours à des médecins du CHU de Sétif et des établissements hospitaliers publics et privés de la wilaya.

Désormais, l'INFSPM peut prendre en charge ses étudiants par l'ouverture de l'internat de l'institut d'une capacité de 300 lits divisé en deux parties une pour les garçons et la seconde pour les filles, en plus de l'équipement de ses classes et l'acquisition des équipements et matériels nécessaires pour la formation, a assuré sa directrice.

La première promotion de cet institut sortira au cours de cette année 2023 au terme d'une formation de trois années et sera composée de 88 infirmiers de santé et 50 manipulateurs d'appareils de radiologie. Elle sera rejointe en 2024 par une autre promotion de sages-femmes dont la formation dure quatre années, est-il indiqué.

AIN DEFLA

Création du secteur sauvegardé de la vieille ville de Miliana

Le décret exécutif portant création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Miliana dans la wilaya d'Ain Defla a été publié au Journal officiel, dans son numéro du 23 avril 2023.

Selon le décret exécutif N 23-150 du 9 avril 2023 portant "création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Miliana", il est mentionné, dans son article 1, qu'"en application des dispositions de l'article 42 de la loi n 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel, il est créé un secteur sauvegardé de la vieille ville de Miliana, dans la

wilaya d'Ain Defla, dénommée: "vieille ville de Miliana". Il est précisé dans le même décret que "la vieille ville de Miliana se caractérise par un patrimoine culturel d'une importance historique, architecturale, artistique et traditionnelle témoignant des différentes périodes notamment antique, médiévale, ottomane, moderne et contemporaine".

Les témoins matériels de ces différentes périodes historiques subsistent encore, tels que la muraille romaine défensive, le complexe religieux et culturel Sidi Ahmed Ben Youcef, les maisons à patios et à fontaines, les bains ottomans, les placettes

publiques, les fontaines, ainsi que Dar El Emir Abdelkader et la manufacture d'armes, est-il souligné, dans le document.

En plus des valeurs architecturales et patrimoniales, "la vieille ville de Miliana recèle une richesse naturelle qu'est le jardin public, considéré comme l'un des premiers jardins publics en Algérie", note la même source. Le secteur sauvegardé de la "vieille ville de Miliana" d'une superficie de 80 ha et 7 ares est délimité, au Nord, par la rue de la République, rue de la Palettine, les limites Nord et Ouest du jardin public, les limites Sud de la mosquée Es-Salem et l'école coranique, le centre cul-

turel Mohamed Bouras, la polyclinique, le siège de l'inspection de l'éducation nationale, la route Korkah, la route qui relie la route Korkah et les escaliers menant vers la route Zrawa jusqu'au chemin de la wilaya n 3.

Au Sud, elle délimitée par la route nationale B 04, au sud-ouest par la voie reliant la route nationale B 04 et le chemin de wilaya n 165, tandis qu'à l'Est, elle est délimitée par l'oued El Annasseur, oued Sidi Bouizar, belle source, le virage "Tournaverou", et par l'intersection entre le chemin de wilaya n 03 et le chemin de wilaya n 165 à l'Ouest, précise le même décret.

BÉCHAR

Vers le classement de sites historiques au registre du patrimoine matériel

Une liste de sept (7) dossiers de sites et vestiges historiques à Bechar, seront prochainement classés au registre local du patrimoine matériel, a-t-on appris lundi de la direction de la culture et des arts.

"La commission locale intersectorielle spécialisée va procéder au classement au registre local du patrimoine culturel matériel de la wilaya des vieux ksour d'Ouled Aayad (Abadla), Boukais, Lahmar et la mosquée du ksar de Bechar, l'une des plus anciennes dans la région

de la Saoura ainsi que les sites et vestiges historiques d'El Mnassba et Chabka", a affirmé à l'APS le coordinateur du patrimoine culturel matériel et immatériel au niveau de la même direction, Hamid Nougai.

"Ces deux (2) derniers sites récemment découverts à travers la commune de Kenadsa (18 km au sud de Bechar), renferment respectivement plusieurs pierres portant des inscriptions Tifinagh datant selon les premières expertises de la préhistoire à celle du premier millénaire avant JC et plusieurs dessins et gravures ru-

pestres des espèces des éléphants, bovidés et rhinocéros", a-t-il souligné. "Dès leur classement au registre du patrimoine culturel matériel local, ces sites et espaces historiques, seront également proposés au classement au patrimoine culturel matériel national", a ajouté le même responsable.

Aussi, une fois inscrit sur la liste du patrimoine local et national, ces biens culturels d'une grande importance pour la connaissance de l'histoire de la wilaya et du pays, feront l'objet d'un suivi pour leur conserva-

tion, gestion et d'une protection par tous les instruments juridiques prévus par la loi, a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, M. Nougai a fait état de l'inscription sur la liste indicative de la banque des données du secteur de la culture et des arts, de plusieurs autres expressions artistiques traditionnelles, relevant du patrimoine immatériel local, entre autres, les danses "Houbi", "Haydouss", danse et musique Diwane, la musique de luth Fondou, danse Karkabou, chant religieux traditionnel Hadra, ainsi que la musique et chant "Maya".

L'Intelligence artificielle et ChatGPT

Partie 2

L'Intelligence Artificielle (IA) peut avoir des applications utiles, mais elle peut également présenter des dangers pour l'humanité. L'émergence de systèmes d'armes létaux autonomes soulève des préoccupations croissantes quant à l'éthique de leur utilisation dans les conflits armés.

PAR : Ali Kahlane

ChatGPT, un chatbot génératif d'IA, a été interdit dans plusieurs pays pour diverses raisons, notamment parce qu'il ne respectait pas le RGPD européen. Les relations tendues entre la Chine et les États-Unis ont conduit Pékin à ne pas permettre qu'une plateforme similaire à ChatGPT fonctionne sur son territoire, tandis que Moscou craint une mauvaise utilisation de la plateforme. La Corée du Nord, l'Iran, Cuba et la Syrie ont également interdit ChatGPT, principalement en raison de règlements stricts sur l'utilisation d'Internet et des préoccupations liées à la désinformation dans leur pays.

L'IA et l'éthique

L'utilisation croissante de l'IA soulève de nombreuses questions éthiques, notamment en ce qui concerne la vie privée et la sécurité des données. Les préoccupations à cet égard ne feront qu'augmenter à mesure que les entreprises collectent plus de données sur leurs utilisateurs. Le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle soulèvent diverses questions éthiques et morales. Voici quelques points importants à considérer : Un système de recrutement basé sur l'IA pourrait, en se basant sur des données historiques, favoriser les candidats d'un certain sexe ou d'une certaine origine ethnique, reproduisant ainsi des biais et des discriminations existants. Les algorithmes peuvent reproduire les stéréotypes de genre qui existent dans la société. Comme un algorithme de recrutement qui peut favoriserait les candidatures masculines pour des postes techniques, simplement parce qu'il a été entraîné sur des données historiques déséquilibrées.

Les systèmes d'IA utilisés pour évaluer les demandes de prêt bancaire devraient être transparents et explicables pour que les clients comprennent les raisons pour lesquelles leur demande a été approuvée ou refusée. Un assistant vocal intelligent pourrait enregistrer et stocker des conversations privées entre les membres d'une famille, soulevant des préoccupations concernant la confidentialité des informations personnelles. Les biais algorithmiques sont devenus un sujet de préoccupation majeur et croissant. En effet, les algorithmes de l'IA peuvent reproduire les préjugés humains, ce qui soulève des problèmes de transparence, de responsabilité et de réglementation de l'IA qui sont devenus des sujets brûlants dans les débats publics.

Un véhicule autonome impliqué dans un accident de la route soulève la question de savoir qui est responsable – le fabricant du véhicule, le développeur du logiciel de l'IA, ou le propriétaire du véhicule – et comment les réglementations doivent être adaptées pour tenir compte de ces nouvelles technologies.

Ils peuvent refléter les préjugés raciaux et reproduire les inégalités raciales dans la société. Par exemple, un algorithme de prédiction de la criminalité peut donner des scores de risque plus élevés aux personnes de couleur, même si elles ont des antécédents criminels moins graves que les personnes blanches.

Les inégalités géographiques peuvent générer un traitement différent pour les personnes en fonction de leur lieu de résidence. Par exemple, un algorithme de détection de la fraude peut être plus sévère avec les résidents des quartiers pauvres, simplement parce qu'ils ont des antécédents de fraude plus élevés dans ces zones.

Ils peuvent reproduire les stéréotypes d'âge, en discriminant les personnes plus âgées ou plus jeunes. Par exemple, un algorithme de recrutement peut ne pas considérer les candidats de plus de 50 ans comme aptes pour certains postes, simplement parce qu'ils ont été entraînés sur des données historiques qui excluent les travailleurs plus âgés.

Enfin les algorithmes peuvent refléter les préjugés culturels et reproduire les stéréotypes culturels dans la société. Par exemple, un algorithme de traduction automatique peut avoir des difficultés à traduire des expressions idiomatiques ou culturelles, ou à comprendre

les différences culturelles dans l'utilisation du langage. L'utilisation de l'IA soulève des préoccupations quant aux pertes d'emplois et à l'automatisation de certaines tâches. Bien que l'IA puisse être un outil précieux pour automatiser des tâches répétitives et dangereuses, elle peut également remplacer des emplois dans certains domaines. Il est donc crucial de trouver un équilibre entre l'automatisation et la protection des emplois. Ces exemples illustrent quelques-unes des préoccupations éthiques soulevées par l'utilisation de l'IA dans diverses situations et domaines d'application.

L'IA tueuse d'hommes?

Malheureusement, l'IA peut également avoir des applications beaucoup plus préoccupantes. Au cours des dernières années, les développeurs d'IA et les organisations de la société civile se sont de plus en plus inquiétés de l'émergence de systèmes d'armes létaux autonomes, qui peuvent déterminer et tuer des personnes sans aucun contrôle humain.

Bien que l'utilisation d'armes autonomes sans contrôle humain soit encore en phase de tests, ces armes ont montré une efficacité remarquable dans leur capacité à influencer le cours des guerres et des conflits. Cette évolution soulève des préoccupations croissantes concernant l'éthique de l'utilisation de l'IA dans les conflits armés. L'IA pourrait malheureusement avoir des applications beaucoup plus inquiétantes. Au cours des dernières années, les développeurs de l'intelligence artificielle et les organisations de la Société civile sont devenus de plus en plus inquiets de l'émergence de systèmes d'armes létaux autonomes, considérés comme « aptes à déterminer la cible et à tuer les personnes sans contrôle humain ». Bien qu'il n'y ait pas encore d'accord international sur une interdiction ou une réglementation spécifique des armes autonomes pilotées par l'IA, l'ONU a adopté en novembre 2020 une première résolution appelant les États à prendre des mesures pour prévenir leur prolifération et à garantir leur utilisation conforme au droit international et à l'éthique. En janvier 2022, les discussions intergouvernementales sur la réglementation de ces armes ont repris à Genève après une interruption due à la pandémie de la COVID-19.

Cependant, la question des armes autonomes pilotées par l'IA reste une préoccupation mondiale et nécessite une réglementation internationale plus stricte.

ChatGPT Interdit?

En plus de ne pas être conforme au RGPD, ChatGPT donne de fausses réponses et c'est la raison pour laquelle il a été interdit en Italie qui a été le premier pays occidental et européen à le faire. Du coup, cela soulève des questions sur d'éventuelles interdictions similaires par d'autres pays occidentaux. ChatGPT a été interdit après que l'autorité italienne de protection des données ait appelé OpenAI à cesser le traitement des données de ses résidents, affirmant que ChatGPT ne respectait pas le Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen.

Cependant, l'Italie n'est pas le seul pays à avoir exprimé des préoccupations suite à l'arrivée des chatbots génératifs d'IA. Avant l'Italie, d'autres avaient rendu l'outil d'IA génératif d'OpenAI inaccessible sur leur territoire en raison de diverses préoccupations.

Etant donné que les relations entre la Chine[1] et les États-Unis sont historiquement tendues, Pékin ne permettra jamais à une plateforme similaire à ChatGPT de fonctionner sur son territoire. La Chine s'inquiète que les États-Unis utilisent la plateforme d'IA pour propager des informations trompeuses.

Moscou est préoccupée par la possibilité de mauvaise utilisation de la plateforme d'IA, et à un moment où le pays est en guerre indirecte avec les pays occidentaux, il ne peut pas se permettre qu'une plateforme semblable à ChatGPT prenne le contrôle des récits nationaux.

La Corée du Nord restreint l'utilisation d'Internet et l'État surveille pratiquement toutes les activités sur Internet, il était logique que le gouvernement nord-coréen ait interdit ChatGPT développé aux États-Unis.

L'Iran, le seul pays du Moyen-Orient qui l'interdit. La relation entre l'Iran et les États-Unis qui est au plus mal depuis que l'administration Donald Trump s'est retirée de l'accord nucléaire, n'arrange pas les choses.

Le gouvernement de Cuba restreint également l'utilisation de ChatGPT lié de toute façon à des règlements stricts sur l'utilisation d'Internet.

La Syrie, qui a déjà été déchirée par la guerre, a déjà beaucoup de difficultés avec la désinformation et ne veut pas prendre de risques supplémentaires avec une plateforme d'IA développée par une entreprise américaine.

Les "mensonges" de ChatGPT?

En demandant les biographies de trois hommes politiques algériens nous obtenons des informations "Houari Boumediene premier ministre", "Chadli Bendjedid, ministre de la Défense nationale" et "Bouteflika a été réélu en 2019 pour la cinquième fois". Ce sont des affirmations de ChatGPT dans la rédaction des biographies de ses politiciens algériens (Voir Fig. N° 4).

Bien que l'Intelligence Artificielle ait fait des progrès impressionnants, elle est encore loin d'être parfaite. L'un des problèmes les plus courants est la capacité de l'IA à mentir ou à propager des fausses informations.

ChatGPT peut causer de graves préjudices avec ses mensonges, en particulier dans des domaines où la précision est primordiale comme la santé, les finances et la sécurité. Les entreprises qui utilisent l'Intelligence Artificielle pour prendre des décisions peuvent également être touchées, car les erreurs de l'IA peuvent entraîner des pertes financières importantes.

De plus, les mensonges de ChatGPT peuvent avoir un impact sur la société dans son ensemble. Les fausses informations générées par l'IA peuvent être utilisées pour influencer l'opinion publique, la politique et même les élections. Il est donc crucial de comprendre les risques liés aux mensonges de ChatGPT et de prendre des mesures pour les prévenir.

Travailler de concert avec l'Intelligence Artificielle peut aider à minimiser les erreurs et à améliorer les résultats obtenus. Les humains peuvent ainsi aider l'IA à repérer les erreurs et à les corriger, tout en fournissant des informations supplémentaires pour améliorer les prévisions de l'IA.

Cependant, il est également crucial de reconnaître les limites de l'Intelligence Artificielle et de ne pas se fier aveuglément à ses prévisions. Les êtres humains doivent rester impliqués dans le processus de prise de décision pour s'assurer que les choix effectués sont bien éclairés. Microsoft qui utilise l'outil ChatGPT dans son navigateur Bing a annoncé de nouvelles contraintes pour limiter les risques liés à son outil, tout en maintenant son fonctionnement. Désormais, chaque conversation sera limitée à cinq questions sur le même sujet[2], après quoi le système se réinitialisera et entamera une nouvelle conversation en oubliant ce qui a été dit précédemment.

L'Intelligence artificielle générale (AGI)

L'AGI (Artificial General Intelligence) vise à créer des systèmes capables de comprendre et de traiter des tâches intellectuelles complexes de la même manière que les humains. Contrairement à l'IA spécialisée, appelée aussi "IA étroite", qui est conçue pour effectuer des tâches spécifiques, l'AGI est conçue pour être polyvalente et adaptable à différents types de tâches.

Elle est souvent considérée comme une étape importante dans le développement de l'IA car elle représente la capacité de l'IA à résoudre des problèmes dans des domaines divers, sans être limitée à une tâche spécifique. Cependant, la création de l'AGI pose également des défis importants, notamment en matière de conception et de contrôle de systèmes intelligents à grande échelle, pour le moment.

LIBYE

Mellitah Oil and Gas boucle les activités de forage d'un nouveau puits sur le champ pétrolier El Feel

Depuis que les autorités libyennes ont annoncé leur intention de rehausser le plateau de production d'or noir, elles semblent y travailler activement même si selon certains analystes les possibilités d'atteindre l'objectif sont encore limitées.

En Libye, Mellitah Oil and Gas, une joint-venture liant la société publique du pétrole (NOC) et le groupe énergétique italien Eni, a annoncé vendredi 21 avril, la finalisation d'opérations de forage du puits FC25. Le puits est localisé sur le champ pétrolier El Feel, un périmètre producteur situé dans le bassin de Murzuq, au sud-ouest du pays. C'est le deuxième succès opérationnel de la coentreprise après celui du puits FC24, dont les travaux de forage ont été achevés en janvier dernier.

Mellitah Oil and Gas n'a pas communiqué sur la date de mise en service du site mais on sait néanmoins que le puits dispose d'une capacité de production estimée à 7 500 b/j d'or noir sans eau associée.

Avec le puits FC24 qui est lui capable de fournir une production d'environ 7 200 b/j, le puits FC25 devrait contribuer à soutenir le plateau de production du champ El Feel, l'un des plus importants de Libye et qui est estimé à 90 000 b/j. Dans un communiqué, la NOC s'est félicitée de ce succès opérationnel qui cadre avec son ambition annoncée de stimuler la production pétrolière pour atteindre à court terme, ses niveaux de production d'avant-guerre.

HUHEI UENO, REPRÉSENTANT RÉSIDENT DE L'AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (JICA) EN TUNISIE

Quel partenariat dans un contexte de crise ?

«Le concept Kaizen ouvre de nouvelles perspectives de coopération triangulaire»

La Tunisie est l'un des premiers pays en Afrique à avoir bénéficié de l'appui de la Jica pour l'adoption du concept «Kaizen» dès 2006.

Ce projet, qui vise à améliorer la qualité et la productivité de l'industrie tunisienne, figure parmi les projets phares de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) en Tunisie. Après avoir été exécuté en Tunisie depuis plus de 10 ans, ce projet ouvre actuellement de nouvelles perspectives pour une coopération triangulaire Tunisie-Japon-Afrique dans le transfert du savoir-faire vers d'autres pays africains. Nous avons interviewé Shuhei Ueno, représentant résident de la Jica en Tunisie, pour en savoir plus sur l'origine du concept Kaizen, comment l'appliquer en Tunisie et les initiatives de la Jica pour sa dissémination.

«Kaizen» est un concept japonais qui vise à améliorer la productivité grâce à de petites améliorations en continu pour l'élimination des problèmes rencontrés au quotidien, associés à une optimisation progressive des processus, ne nécessitant pas de gros investissements. Ce concept vise à améliorer la productivité et l'efficacité des équipes au travail, mais aussi de l'entreprise en général. En effet, Kaizen a été créé et a joué un rôle fondamental dans le développement de l'industrie manufacturière du Japon comme Toyota, qui a permis au Japon, grand pays manufacturier, de suivre un modèle unique de développement en soutenant la croissance économique rapide du pays au niveau de la production.

La Jica met en œuvre des projets d'amélioration de la qualité et la productivité de l'industrie manufacturière en Tunisie en introduisant, par exemple, l'approche 5S-Kaizen dérivée des termes japonais «Seiri», «Seiton», «Seiso», «Seiketsu», et «Shitsuke». En traduction française, ces mots signifient respectivement «trier», «ranger», «nettoyer», «standardiser», et «se discipliner». Cette approche met l'accent sur l'organisation effective de l'environnement physique du travail dans un premier temps, mais progressivement, sur les aspects fonctionnels aussi. Ce qui, par l'influence des 5S, simplifie l'environnement du travail, réduit les activités non productives et les pertes, tout en faisant la promotion d'un rendement de qualité et de la sécurité. Depuis des années, la Jica promeut l'Initiative Kaizen Afrique (AKI) en collaboration avec l'Agence de développement de l'Union africaine (Auda-Nepad) dans le but de renforcer le secteur privé africain par la vulgarisation du Kaizen. Avec cette initiative, plus de 25 pays en Afrique exécutent des projets de dissémination de Kaizen avec la Jica et participent à des formations sur ce sujet. Un de ces pays est la Tunisie. Les projets de coopération de la Jica pour introduire le Kaizen en Tunisie ont débuté en 2006, faisant de la Tunisie un des premiers pays en Afrique à bénéficier de l'appui de la Jica. Le projet le plus récent en Tunisie s'est achevé en décembre 2021. La dernière phase de ce projet a permis le renforce-

ment des capacités du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie ainsi que des différents centres techniques dans la dissémination du Kaizen.

Ainsi, 23 maîtres formateurs, 24 formateurs avancés et 16 formateurs de base issus de centres techniques ont été formés au Kaizen par les experts japonais de la Jica. L'objectif était de constituer un noyau d'experts tunisiens capables de prendre le relais et de continuer à diffuser le concept Kaizen aux entreprises tunisiennes.

A travers des projets Kaizen en Tunisie, nous avons déjà réussi à améliorer, d'une moyenne entre 60 et 80%, la productivité dans une centaine d'entreprises pilotes des secteurs électromécanique, chimique et de textile, grâce à l'intervention d'experts japonais et de maîtres formateurs tunisiens formés dans le cadre de ce projet.

L'application du concept Kaizen en Tunisie s'est illustrée par son excellence, même au niveau africain. L'entreprise tunisienne «Phoenix Mecano Elcom», spécialisée dans la fabrication et l'assemblage des composants électromécaniques, a remporté le «Prix Kaizen Africain» relatif à l'année 2022, et qui distingue les meilleures entreprises au niveau africain dans la mise en place du concept Kaizen. D'autres entreprises tunisiennes ont également été distinguées lors des éditions de 2020 et 2021, par ce même «Prix Kaizen Africain».

MAURITANIE

Le Premier ministre et les membres du gouvernement signent l'appel historique de Djéol

Le Premier ministre, M. Mohamed Bilal Messaoud, les membres du gouvernement et le wali de Nouakchott Ouest ont signé ce vendredi matin dans l'espace de El Haj Mahmoud Ba, attenant à la mosquée Ibn Abbas dans la moughataa du Ksar, sur le document de l'appel historique de Djéol.

Cette signature officielle du Premier ministre et des membres du gouvernement vient en prélude au lancement effectif de la plateforme numérique, qui devrait être ouverte à tous les citoyens du pays et de

l'étranger, afin de leur permettre de signer électroniquement sur le contenu du document historique de l'Appel de Djéol, en accédant à la plateforme numérique via le numéro d'identification national. L'appel historique de Djéol, dont la signature avait été auparavant supervisée par Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre des activités du Festival Culturel de Djéol, le 17 mars dernier, visant à enraceriner la cohésion nationale, à rejeter la division et à promouvoir

les valeurs du civisme, qui sont considérées comme véritables pilier à tout développement et progrès.

Il s'agit d'une réponse à l'appel de Son Excellence le Président de la République à Oudane et à Tichit, dans lequel il a appelé tous les citoyens à dépasser les résidus d'injustice et d'iniquité dans notre patrimoine culturel, à purifier les discours et les comportements des préjugés et des stéréotypes, et à faire face à la montée du tribalisme qui va à l'encontre de la logique de l'État moderne.

MAROC

Syngenta lance un nouveau centre d'information sur ToBRFV

Depuis 2015, le virus du fruit rugueux brun de la tomate (ToBRFV) a eu un impact négatif sur la production de tomates à travers le monde.

Aujourd'hui, il est présent dans au moins 35 pays et continue son expansion vers de nouvelles régions. Ce virus n'ayant pas de remède, les producteurs sont à la recherche de solutions pratiques pour réduire les risques pour leurs cultures.

Syngenta Vegetable Seeds est heureuse de présenter le centre d'information sur ToBRFV www.syngentavegetables.com/resources/ToBRFV qui constitue pour les producteurs un outil de plus dans la lutte contre ce fléau. Les professionnels sont invités à s'inscrire à ce centre d'information, pour être les premiers informés des actualités sur le ToBRFV et recevoir des informations supplémentaires de Syngenta pour lutter contre ce virus dévastateur. «Le virus du fruit rugueux brun de la tomate a un impact important sur les producteurs», a déclaré Ruud Kaagman, responsable mondial de l'unité de culture tomate chez Syngenta Vegetable Seeds. «Ils peuvent perdre jusqu'à 70 % de leur pro-

duction à cause du virus dont la propagation est rapide. Par conséquent, une résistance générale sera intégrée à notre portefeuille au cours des prochaines années».

Pour rappel, Syngenta a été la première entreprise à commercialiser des variétés de tomates résistantes au ToBRFV en 2020, avec les premières plantations commerciales en 2021. Depuis lors, le semencier a continué à travailler sans relâche pour fournir plus de solutions aux producteurs de tomates.

La recherche de nouvelles résistances encore plus hautes, y compris de nouveaux modes d'action, est en cours. En attendant, les producteurs peuvent prendre des mesures pratiques pour réduire la propagation du virus.

Pratiques à adopter dans les activités quotidiennes
Parce que ToBRFV se transmet facilement par les vêtements, les accessoires, les équipements et les outils, il est essentiel de suivre des normes strictes pour minimiser le risque de propagation du virus de serre en serre ou de champ en champ.

STARTUP BLOCKCHAIN AFRICAINES

Les levées de fonds ont augmenté de 429% en 2022, à 474 millions \$

Malgré un environnement mondial peu favorable, les jeunes pousses spécialisées dans l'échange et la conservation des cryptomonnaies ont accaparé 52,4% du total des levées de fonds de start-up africaines focalisées sur la blockchain durant l'année écoulée.

Les investissements en capital-risque dans les start-up africaines opérant dans les domaines de la blockchain ont atteint 474 millions en 2022, un montant en hausse de 429% par rapport à 2021, selon un rapport publié le 18 avril par Crypto Valley Venture Capital (CV VC), une société de capital-risque basée en Suisse, en collaboration avec le groupe bancaire sud-africain Standard Bank. Intitulé « The African blockchain Report 2022 », le rapport souligne que le rythme de croissance des investissements en capital-risque liés à la blockchain en Afrique est beaucoup plus rapide que celui enregistré à l'échelle mondiale

(4%), malgré le tumulte qui a frappé le marché des cryptomonnaies durant l'année écoulée.

Le continent ne représente cependant qu'environ 1,8% de l'ensemble des financements captés par l'industrie de la blockchain à l'échelle mondiale (26,8 milliards de dollars). Le nombre de transactions conclues entre des acteurs du capital-risque et des jeunes pousses actives dans le domaine de la blockchain sur le continent a atteint 28 opérations durant l'année écoulée contre 26 transactions seulement en 2021.

L'année 2022 a également enregistré la clôture de deux premiers méga-tours (investissement de plus de 100

millions de dollars) et la naissance de deux licornes africaines dans les domaines de la blockchain. La plateforme d'échange de cryptomonnaies basée aux Seychelles Kucoin a en effet levé 150 millions de dollars alors que MFS Africa, dont le siège social se trouve en Afrique du Sud, a récolté 100 millions de dollars. Ces deux grosses transactions représentent 33 % du nombre total de méga-tours réalisés par l'ensemble des start-up africaines (tous secteurs d'activité confondus) durant l'année écoulée.

Un premier trimestre 2023 mitigé

Grâce à sa levée de fonds record, Kucoin a accédé l'an

passé au statut de licorne aux côtés de Scroll, une start-up basée aux Seychelles qui avait levé 30 millions de dollars en avril 2022.

La répartition par pays des fonds levés par les jeunes pousses africaines focalisées sur la blockchain en 2022 montre que les Seychelles arrivent au premier rang avec 208 millions de dollars, devant l'Afrique du Sud (177 millions \$). Ces deux pays accaparent ensemble 81% des investissements en capital-risque dans cette catégorie de start-up en 2022.

Viennent ensuite le Liberia (37,5 millions \$), le Kenya (25,7 millions), le Nigeria (15,9 millions), le Cameroun (8 millions) et le Ghana (2 millions).

FACE À UN BÉNÉFICE EN BAISSÉ

Socapalm puise dans ses réserves pour distribuer 11,3 milliards de FCFA à ses actionnaires

La Société camerounaise des palmiers (Socapalm), spécialisée dans la production et la transformation d'huile de palme, devrait solder l'exercice 2022 avec un bénéfice de 10,6 milliards de FCFA, apprend-on des comptes sociaux de l'entreprise arrêtés le 29 mars par le conseil d'administration. Cette performance est en baisse de 22,6% par rapport aux 13,7 milliards de 2022. Elle se justifie par une « une forte augmentation des coûts de facteurs de production ainsi que des conditions climatiques pas favorables », souligne la filiale du luxembourgeois Socfin.

Conséquence, la production d'huile de palme brute de Socapalm a légèrement fléchi passant de 152323 tonnes en 2021 à 146231 tonnes un an plus tard. Il s'en est suivi une baisse du résultat d'exploitation de 11% à 16,1 milliards de FCFA, malgré une réduction des charges du personnel (-10%). Au vu des résultats, le conseil d'administration a décidé d'ajouter au bénéfice, 652,9 millions de FCFA du report à nouveau bénéficiaire antérieure (la fraction des bénéfices d'une entreprise qui n'est ni distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes ni affectée en réserves légales ou facultatives) dont le solde passe à 1,029 milliard de FCFA.

Du fait de cette affectation, le volume de dividendes est porté à 11,324 milliards de FCFA soit 2250 à percevoir par action. Hors impôt sur le revenu des capitaux immobiliers, le dividende net pour les actions cotées à la BVMAC est de 2022,50 FCFA. Les actionnaires non cotés et domiciliés au Cameroun et à l'étranger (hors France) percevront 1878 FCFA par action contre 1912 FCFA pour les actionnaires domiciliés en France.

NIGERIA

Le gazoduc AKK est achevé à 70 %

Le gazoduc AKK est un projet essentiel dans les plans du gouvernement nigérian, visant à faciliter l'accès au gaz à toutes les couches économiques du pays.

Au Nigeria, la construction du gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) a atteint un taux de réalisation de 70 %. C'est ce qu'a annoncé Mele Kyari, le directeur de la société publique nationale du pétrole (NNPC). Rappelons que les travaux de construction de cette ligne de 614 km ont démarré en juin 2020 et devaient initialement durer 24 mois.

Le dirigeant attribue ce retard à l'échec de la mobilisation du financement chinois, qui devait assurer 85 % de la réalisation des travaux, dont le coût total est estimé à 2,8 milliards de dollars. Finalement, le géant nigérian a décidé de puiser dans ses réserves souveraines pour financer ces travaux, en raison de l'importance de l'infrastructure pour le Programme national d'accès au gaz.

Ce programme prévoit l'augmentation, d'ici 2030, du volume de gaz consommé au niveau national, tant du côté du secteur industriel que des foyers. Kyari a révélé que la société a dépensé plus de 1,1 milliard de dollars, ajoutant que le projet n'a besoin d'aucune aide extérieure pour être mené à bien.

L'oléoduc AKK relie Ajaokuta, dans le centre du Nigeria, à Kano, en passant par Kaduna, dans le nord du pays. Une fois achevé, le gazoduc AKK devrait générer 3,6 gigawatts d'électricité et soutenir les industries basées sur le gaz le long de l'itinéraire.

S&P GLOBAL RATINGS

L'agence abaisse les perspectives de la note de l'Egypte de stables à négatives

L'agence estime qu'un manque de progrès dans la mise en œuvre des réformes convenues avec le FMI pourrait amener les bailleurs de fonds internationaux à retarder ou annuler le décaissement des financements promis à l'Egypte.

L'agence de notation S&P Global Ratings a annoncé, dans un communiqué publié le 21 avril, l'abaissement des perspectives de la note souveraine de l'Egypte de stables à négatives, en raison notamment d'un risque de retards dans la mise en œuvre des réformes visant à stabiliser le taux de change et à provoquer un afflux de devises étrangères vers le pays.

La note souveraine du pays à long terme et à court terme en devises et en monnaie locale a été cependant maintenue à « B/B ».

« La perspective négative reflète le risque que les réformes mises en œuvre par les autorités égyptiennes

soient insuffisantes pour stabiliser le taux de change et engendrer des entrées de devises étrangères pour répondre aux besoins élevés en financements extérieurs », a souligné S&P Global Ratings.

L'agence a précisé qu'un manque de progrès supplémentaires dans la mise en œuvre des réformes soutenues par un programme de financement de 3 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI), dont l'assainissement budgétaire, la flexibilité totale du taux de change et la cession de participations dans certaines entreprises d'État, pourrait augmenter le risque de voir les bailleurs de fonds internationaux, y compris les riches monarchies pétrolières du Golfe, retarder ou annuler le décaissement des financements promis à l'Egypte. Dans ce cas, l'État aura beaucoup de mal à couvrir ses besoins élevés en financements extérieurs, qui sont estimés à environ 17 milliards de dollars pour

l'exercice 2022/2023 (1er juillet/30 juin) et à 20 milliards de dollars pour l'exercice suivant.

S&P Global Ratings a d'autre part noté que le gouvernement égyptien consacre plus de 40% des recettes publiques au paiement des intérêts, indiquant que la plupart de ces paiements concernent la dette intérieure plutôt que les obligations émises sur les marchés internationaux.

« La réduction du ratio recettes publiques/paiement des intérêts de la dette sera un défi majeur », a-t-elle relevé, estimant que les retards enregistrés dans l'implémentation des réformes monétaires et structurelles pèsent également sur la livre égyptienne et « augmentent les risques de nouvelles dévaluations brutales, d'une inflation plus élevée et d'une hausse des taux d'intérêt ».

MOZAMBIQUE

Le régulateur réajuste la réglementation en matière d'enregistrement des abonnés télécoms

Le secteur des télécommunications mozambicain est en pleine croissance avec ses 13,8 millions d'abonnés actifs. Le régulateur veut ajuster les textes en vigueur pour mieux protéger les consommateurs et accélérer la transformation numérique.

L'Autorité de régulation des communications du Mozambique (INCM) a élaboré une nouvelle « Réglementation sur l'enregistrement des abonnés des services de télécommunications », en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile et d'autres parties prenantes. Le nouveau texte vise à mettre à jour certains aspects de la réglementation actuelle afin de l'adapter à la dynamique du secteur des télécommunications. Il sera mis en œuvre dans six mois. La nouvelle réglementation étend le champ des objets à enregistrer. Cela comprend les dispositifs de communication, les cartes SIM, les agents de distribution... Elle pré-

voit également la conception d'une base de données centralisée, la mise en place de mécanismes de validation des registres pour les fournisseurs de services publics, la création d'un centre de risque, l'adaptation du système de sanction à la réalité actuelle. La nouvelle « Réglementation sur l'enregistrement des abonnés des services de télécommunications » a été approuvée par le gouvernement le 7 mars dernier, lors de la 8e session du Conseil des ministres de 2023. Elle abroge le décret n° 18/2015, du 28 août 2015, qui établissait le régime juridique applicable au processus d'enregistrement et d'activation des cartes SIM de téléphonie mobile au Mozambique. Massingue Apala, directeur des services de communication et de statistique de l'INCM, explique que cette mise à jour des textes s'avère nécessaire dans un contexte marqué par l'introduction de nouvelles technologies via Internet et une dépen-

dance croissante à l'égard des télécommunications dans les différents secteurs de l'économie.

Par ailleurs, on assiste à une recrudescence des fraudes dans le secteur télécoms mozambicain. Selon les chiffres avancés par le régulateur, plus de 10 000 cas de fraude et d'escroquerie sont signalés chaque mois par les opérateurs télécoms. En outre, plus de 50 % des documents utilisés dans le processus d'enregistrement sont frauduleux.

« Le perfectionnement du processus d'enregistrement des abonnés contribuera à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des citoyens dans l'utilisation des télécommunications et des services financiers, entre autres, fournis sur les réseaux de télécommunications, ainsi qu'à la lutte et à l'atténuation des crimes sur ces plateformes », a déclaré l'INCM dans un communiqué.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de Santé

Wilaya de Sétif
Direction de la santé et de la Population
Services des investissements et marché publics
NIF:408016000019061

- intitulé de l'opération : Acquisition des équipements médicaux au profit des hôpitaux (Ain Azel et Ain Oulméne) et les polycliniques (Ain Azel, Baida bordj, Ain el-Hedjar, Ouled si Ahmed, Hammam Sokhna, Taya, Saleh-bey, Boutaleb, Rasfa et El-Hama).
- N° Opération : F.S.D.E.H.P n° : 302-145

A

Monsieur le Gérant de la Société SARL T.S.M (Technologie et services médicaux)
10 Bd les frères Beggaz la nouvelle ville Tizi Ouzou

MISE EN DEMEURE N° :01

Considérant l'exécution des clauses contractuelles du marché pour l'acquisition installation et mise en service des équipements médicaux Lot n°03 :

Equipement de Radiologie ; convention visé sous le n° CF n : 216 en date du 20/11/2022 et suite au O.D.S n° :01 sous numéro 24 du registre pour l'exécution objet de la convention a partir de 20/11/2022.

- Faute de quoi l'exécution objet du marché et les clauses contractuelle a huit 08 jours a partir de la première parution de cette 1^{ème} demeure faute de quoi des mesures juridique seront prises a son encontre conformément a l'article n° : 149 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les Enjeux Eco: 26/04/2023

ANEP 2316010115

Les Enjeux
*Eco****Le quotidien
de l'Economie*****Les Enjeux**
*Eco***Publicité****Appelez le****06 98 16 55 54**

ETATS-UNIS

Biden lance officiellement sa campagne pour une réélection en 2024

Après des mois de suspense savamment entretenu, le 46^e président des Etats-Unis a annoncé ce mardi 25 avril être candidat à sa réélection en 2024. Agé de 80 ans, Joe Biden balaye ainsi les inquiétudes exprimées sur son âge. S'il était réélu, le démocrate achèverait son second mandat à l'âge de 86 ans.

C'était un secret de Polichinelle. Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a annoncé ce mardi briguer un second mandat à la tête du pays. « Je suis candidat à ma réélection », a déclaré le président américain de 80 ans dans un message vidéo publié sur Twitter s'ouvrant sur des images de l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021. « Finissons le travail », a lancé Joe Biden, en insistant sur le combat toujours en cours selon lui pour la liberté et la démocratie. La date de mardi ne doit rien au hasard. Le 25 avril est le quatrième anniversaire, jour pour jour, de la dernière entrée en campagne de Joe Biden, à la fin de laquelle le démocrate avait privé Donald Trump d'un second mandat. Annoncer une nouvelle candidature à cette date, alors même que les Américains pourraient assister à un « remake » du duel de 2020, est donc un symbole fort.

Un secret de Polichinelle

Cette annonce marque la quatrième course à la présidentielle pour Joe Biden. Avant d'être élu en 2020, il s'était lancé pour les élections de 1988 et 2008, avec, à chaque fois, un échec cuisant à la clef. En 2015, très éprouvé par le décès de son fils aîné, le démocrate, alors vice-président, avait renoncé à briguer la succession de Barack Obama. Depuis plusieurs mois, il entretenait le suspense sur sa candidature à la Maison Blanche. S'il est réélu, l'actuel président achèverait son second mandat à l'âge de 86 ans. Ces rumeurs, qui agitent le tout Washington, restaient jusqu'à présent à prendre avec des pincettes. Le camp Biden a plusieurs fois déjà laissé entendre qu'une annonce était imminente, sans jamais que cela

se matérialise. « Je vous ai dit que j'avais l'intention de me présenter, je vous tiendrai informés très bientôt », avait déclaré le président lundi dernier, alimentant encore davantage les spéculations.

Un remake du duel de 2020 ?

Le locataire de la Maison Blanche peut penser qu'il a les statistiques avec lui : les présidents américains se représentent généralement, et ils sont le plus souvent réélus. Mais le président octogénaire, de par son âge, défie les précédents historiques. En novembre 2021 puis en février 2023, le dirigeant octogénaire s'est soumis à des bilans de santé qui ont conclu qu'il était en « bonne santé ». Il affiche, certes, une endurance peu commune, jonglant entre crises internationales et grandes réformes. Son déplacement à Kiev, une initiative inouïe pour le chef d'Etat entouré du plus strict dispositif de sécurité du monde, a rappelé de manière spectaculaire son rôle d'architecte de la riposte occidentale après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et il n'a de cesse de rappeler les très ambitieuses réformes adoptées à son initiative pour réindustrialiser l'Amérique, attirer les technologies de pointe, accélérer la transition énergétique, rénover les infrastructures et « donner un peu d'air », comme il le dit souvent, à la classe moyenne. Mais le démocrate doit s'attendre, lui qui est déjà enclin aux gaffes et dont l'allure est incontestablement marquée par les ans, à une recrudescence d'attaques des républicains sur son acuité mentale. Joe Biden a bien noté que, selon les sondages, la candidature de son prédécesseur Donald Trump, 76 ans et inculpé par un tribunal de New York, n'enthousiasme pas plus que la sienne.

D'autres concurrents en lice

Le démocrate estime donc que, s'il a battu une fois son prédécesseur républicain, figure clivante par excellence, il peut y arriver à nouveau en mettant en avant sa personnalité bonhomme et son programme rassembleur. Joe Biden compte aussi sur son bilan et sur la santé florissante de l'économie et de l'emploi. Rien de tout cela n'impressionne beaucoup les ménages américains, qui se débattent avec une forte poussée d'inflation. L'équipe de Biden parie pourtant que dans deux ans, les routes rénovées, les médicaments moins chers, les ouvertures d'usine seront portés au crédit du candidat démocrate. Joe Biden, qui avait fait campagne en 2020 pour « sauver l'âme de l'Amérique », devrait cette fois insister davantage sur la dimension sociale et économique de son projet. Depuis le début de l'année, il martèle sa volonté de rendre sa « dignité » à l'Amérique populaire « oubliée », perturbée par la mondialisation, que Donald Trump a su en partie séduire. Reste une grande inconnue : quelles seraient les chances de Joe Biden s'il faisait face en novembre 2024 à un ou une adversaire plus jeune ? Le nom du gouverneur de Floride Ron DeSantis, figure de la droite dure, et âgé de 44 ans, circule beaucoup. Mais il ne s'est pour l'heure pas déclaré. Moins connue, la républicaine Nikki Haley, déjà en campagne, appelle à faire émerger une « nouvelle génération ». Elle réclame notamment des tests de capacités intellectuelles pour tous les responsables politiques de plus de 75 ans.

FRANCE

Alstom va fournir les tramways de Québec

Le constructeur français Alstom a indiqué mardi qu'il fournirait 34 tramways à Québec, au Canada, un contrat comprenant la maintenance du matériel pendant trente ans d'une valeur totale de 1,34 milliard de dollars canadiens (900 millions d'euros). Le contrat comporte aussi une option pour l'acquisition d'un maximum cinq rames supplémentaires, maintenance comprise, selon un communiqué. D'après la ville de Québec le matériel roulant proprement dit revient à 569 millions de dollars canadiens et le volet « entretien » du contrat à 768 millions.

Le groupe français, très implanté au Québec depuis la reprise de son concurrent canadien Bombardier Transport, était seul en lice, selon la presse locale. Alstom fournira à la capitale québécoise des tramways de type Citadis - son modèle vedette qui équipe la plupart des villes françaises, mais aussi Casablanca, Dubai, Ottawa, Rotterdam, Rio de Janeiro ou Sydney -, adaptés au climat local et fabriqués dans la région. Long de 19,3 km et souterrain au cœur de la ville, le tram de Québec doit ouvrir en 2029.

POUR CRÉER UNE ROUTE DE L'HYDROGÈNE DE LA MER À L'INTÉRIEUR DES TERRES

Les entreprises allemandes du secteur de l'énergie s'allient

Sept entreprises du secteur allemand de l'énergie ont annoncé mardi qu'elles avaient formé une alliance pour acheminer l'hydrogène propre du bord de mer vers les centres de consommation industrielle.

L'Allemagne souhaite construire 10 gigawatts de capacité d'hydrogène vert, produit à partir d'énergie solaire et éolienne, d'ici 2030 et importer des volumes massifs de l'étranger pour aider les industries telles que la sidérurgie ou le ciment à remplacer des millions de tonnes d'hydrogène « gris », fortement polluant en carbone, produit à partir de gaz.

L'alliance pour le corridor de l'hydrogène nord-sud se concentre sur le seul port en eau profonde du pays, Wilhelmshaven, en mer du Nord, où la production et les importations seront organisées pour finalement atteindre les utilisateurs via des gazoducs réutilisés ou des gazoducs à hydrogène nouvellement construits, ont indiqué les deux parties dans un communiqué de presse.

Une lettre d'intention a été signée et les rôles de chacun ont été distribués.

"L'objectif de l'alliance est de créer un réseau entre Wilhelmshaven, futur site d'importation et de production d'hydrogène, et les centres de consommation industrielle de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Basse-Saxe.

Les sept entreprises comprennent les branches allemandes de bp et de Gasunie, ainsi que les entreprises allemandes Nowega, NWO, Salzgitter, Thyssengas et Uniper. Ensemble, elles couvrent la production, le stockage, l'expédition et la commercialisation des produits de base, ainsi que la production locale d'acier brut. Uniper et bp espèrent savoir cette année si les demandes d'aide financière de la Commission européenne pour les importations d'ammoniac en tant que substance porteuse d'hydrogène vert et pour la production d'hydrogène vert à partir d'éoliennes en mer sont soutenues.

Gasunie et Thyssengas ont également demandé un financement de l'UE pour une liaison hydrogène de 400 kilomètres entre Wilhelmshaven et la région de l'industrie chimique autour de Cologne d'ici 2028.

NWO et Nowega apporteront des parties de réseaux de pipelines de pétrole et de gaz existants.

Le groupe Salzgitter, pour sa part, a jeté les bases de la transformation de son site principal, situé dans la ville du même nom, en un projet d'acier à base d'hydrogène sous le nom de projet SALCOS, pour lequel il a reçu la semaine dernière un financement d'un milliard d'euros de la part du gouvernement allemand.

FRANCE

Le fonds de garantie des dépôts français approche les 7 milliards d'euros

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) disposait de près de 7 milliards d'euros à fin 2022 et a élargi ses compétences à la gestion de portefeuille, a-t-il souligné mardi à l'occasion de la publication de son rapport annuel. S'étant étoffées de 829 millions d'euros l'an dernier, « les ressources du FGDR, mobilisables à tout moment, s'élèvent désormais à 6,941 milliards d'euros, tous mécanismes confondus », a annoncé le

Fonds. S'il communique chaque année sur ses ressources, le FGDR met particulièrement en exergue cette fois sa capacité financière.

Le contexte a changé : les déboires début mars de trois banques aux Etats-Unis, Silicon Valley Bank (SVB) en tête, ainsi que le rachat en catastrophe de Credit Suisse par UBS, le 19 mars, ont ravivé les interrogations sur les mécanismes de protection des épargnants. Chaque Français est couvert à hauteur

de 100.000 euros par le FGDR mais cette couverture est largement théorique puisque ce dernier n'a en banque que 0,5% du montant éligible, estimé à 1400 milliards d'euros. La concentration du système bancaire de la France, autour de six grands établissements (BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE, Crédit Mutuel et la Banque postale), lui permet toutefois d'appliquer un ratio de couverture assez faible.

SUISSES

Les exportations repartent à la hausse au premier trimestre

Les exportations suisses sont reparties à la hausse au premier trimestre cette année après avoir reculé au dernier trimestre 2022, ont indiqué les douanes mardi. Au cours du 1^{er} trimestre 2023, le commerce extérieur suisse s'est renforcé dans les deux directions du trafic. « À l'entrée comme à la sortie, le résultat global a largement reposé sur le secteur chimie-pharma », selon un communiqué de l'Office fédéral de la douane. La balance commerciale enregistre un excédent de 8,3 milliards de francs suisses (près de 8,5 milliards d'euros).

La Suisse est une économie très ouverte

qui dépend en partie de ses exportations pour sa croissance. Ses exportations ont progressé de 3,9% au 1^{er} trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent, à 67,8 milliards de francs. Les importations ont augmenté de 1,1% sur la même période, mais enregistrent toutefois une stagnation depuis le 3^e trimestre 2022. En hausse de 1,5 milliard de francs, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques (+4,5%) ont le plus contribué à la croissance des exportations. Les exportations de véhicules et d'horlogerie (+5,3% ou +334 millions de francs) ont également brillé, l'horlogerie affichant même « un chiffre d'affaires re-

cord », selon les douanes. Les ventes de métaux ont en revanche reculé pour le troisième trimestre d'affilée.

Au cours du 1^{er} trimestre 2023, les exportations se sont intensifiées vers les trois principaux marchés, à savoir l'Europe (+6,5%), le continent nord-américain (+5,4%) et l'Asie (2,9%). Portés par la pharma, les produits acheminés vers les Etats-Unis ont franchi la barre des 13 milliards de francs, atteignant un plus haut historique. L'Office fédéral des douanes fait également le point sur le commerce avec la Russie, soumis à des sanctions suite à l'invasion de l'Ukraine.

INQUIÉTUDE SUR FIRST REPUBLIC

Les banques européennes en baisse

L'action First Republic Bank est indiquée en forte baisse mardi dans les échanges avant l'ouverture de Wall Street face à l'ampleur des difficultés auxquelles est confrontée la banque régionale américaine, ce qui ravive des inquiétudes sur le secteur et entraîne les valeurs européennes dans le rouge. Les faillites de Signature et Silvergate au mois de mars n'ont pas laissé indemne First Republic, victime elle aussi d'un "bank run". Sur les trois premiers mois de l'année, les dépôts ont chuté à 104,47 milliards de dollars contre 176,43 milliards au quatrième trimestre 2022, a annoncé lundi soir l'établissement. La baisse des dépôts est telle qu'il pourrait s'avérer très difficile de s'en remettre, ont déclaré les analystes de Wells Fargo. En avant-bourse, First Republic chute de 21% à 12,7 dollars l'action.

"Il est probable que cela alimente les inquiétudes des banques à l'ouverture des marchés (européens)", commentait Ipek Ozkardeskaya, analyste senior chez Swissquote Bank, dans une note publiée tôt dans la matinée.

L'indice Stoxx des banques perd 1,67% vers 09h35 GMT. A Paris, Crédit agricole, BNP Paribas et Société générale abandonnent de 1,20% à 2,51%.

Cette histoire "peut raviver les craintes d'une crise bancaire oubliée depuis longtemps", a déclaré un trader.

La chute des profits trimestriels d'UBS (-2,56%), qui procède au rachat de Credit Suisse, pèse également sur le secteur. First Republic, dont le siège est à San Francisco, a dit étudier plusieurs options stratégiques, dont une restructuration de son bilan. Elle prévoit en outre d'augmenter ses dépôts assurés, de réduire ses emprunts auprès de la Réserve fédérale et de licencier 20% à 25% de ses employés au deuxième trimestre.

"Nous prenons des mesures pour réduire de manière significative nos dépenses afin de nous aligner sur notre objectif de réduction de la taille du bilan", a déclaré le directeur général Mike Roffler lors d'une conférence téléphonique, qui s'est terminée sans que les dirigeants ne répondent aux questions des analystes.

Les inquiétudes concernant la solidité de First Republic avaient incité plusieurs grandes banques américaines à lui porter secours en déposant 30 milliards de dollars de fonds. Sans l'injection de ces 30 milliards de dollars, la baisse des dépôts aurait avoisiné les 102 milliards.

USA

Les valeurs à suivre à Wall Street

Principales valeurs à suivre mardi à Wall Street : FIRST REPUBLIC BANK FRC.N chutait de 21% dans les transactions hors séance après l'annonce par la banque régionale d'un plongeon de 40,8% des dépôts de ses clients au premier trimestre à 104,5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Ses concurrentes HUNTINGTON BANCSHARES HBAN.O, TRUIST FINANCIAL TFC.N, PACWEST BANCORP PACW.O et WESTERN ALLIANCE BANCORP WALN.O cédaient de 2,4% à 2,8%.

* GENERAL MOTORS GM.N prenait 2,4% dans les transactions hors séance à l'approche de la publication de ses résultats trimestriels prévus avant l'ouverture de la séance à Wall Street.

* 3M MMM.N, UPS UPS.N, DOW DOW.N, VERIZON VZ.N, BIOGEN BIIB.O, MCDONALD'S MCD.N, PEPSICO PEPO et HALLIBURTON HAL.N doivent publier leurs comptes trimestriels avant l'ouverture de Wall Street.

* ALPHABET GOOGL.O, TEXAS INSTRUMENTS TXN.O, VISA V.N, et CHIPOTLE CMG.N publieront leurs résultats trimestriels après la clôture.

* NETFLIX NFLX.O a annoncé mardi qu'il prévoyait de dépenser 2,5 milliards de dollars au cours des prochaines années pour produire des films, séries télévisées et programmes de télé-réalité en Corée du Sud, doublant ainsi le montant investi par la plateforme de streaming sur ce marché depuis 2016. * WHIRLPOOL WHR.N gagnait 3,2% dans les transactions hors séance après la publication d'un chiffre d'affaires au premier trimestre au-dessus des attentes et d'une confirmation de ses résultats pour l'ensemble de l'année.

POINTS-MARCHÉ

Les bourses européennes toujours en baisse

Les principales bourses européennes ont continué à suivre une trajectoire baissière à la mi-journée mardi, avec Piazza Affari toujours parmi les plus mauvaises performances. Ainsi, le FTSE Mib reste dans le rouge de 0,9 pour cent à 27 283,15.

Parmi les plus petites valeurs, le Mid-Cap a cédé 0,6 pour cent à 43 402,70, tout comme le Small-Cap à 29 061,96, tandis que l'Italie Growth était dans le rouge de 0,2 pour cent à 9 258,93.

En Europe, le FTSE 100 de Londres a cédé 0,3 %, le CAC 40 de Paris était dans le rouge de 0,7 % et le DAX 40 de Francfort était dans le rouge fractionné.

À Milan, sur la liste principale de Piazza Affari, seuls Inwit, dans le vert pour 0,9 %, et Enel, dans le vert fractionné, ont été sauvés.

En bas de la liste, UniCredit est en baisse de 2,4%. La banque a annoncé mardi qu'elle avait acheté 10,2 millions de ses propres actions entre le 17 et le 21 avril 2023. Les actions ont été achetées à un prix moyen de 19,4380 EUR pour une valeur totale de 199,0 millions EUR.

La Banca Monte dei Paschi di Siena, qui a baissé de 1,2 %, a annoncé qu'elle avait nommé les membres de son conseil d'administration.

Le président Nicola Maione et le vice-président Gianluca Brancadoro rejoignent le conseil, en plus de Luigi Lovaglio, Paola Lucantoni, Anna Paola Negri-Clementi, Laura Martiniello, Donatella Visconti, Lucia Foti Belligambi, Domenico Lombardi, Paolo Fabris De Fabris, Renato Sala, Stefano Di Stefano, Marco Giorgino, Alessandra Giuseppina Barzaghi et Paola De Martini.

Le conseil d'administration a ensuite décidé que Luigi Lovaglio resterait directeur général.

Le groupe Iveco a également baissé de 2,3 %.

Interpump Group, en baisse de 0,6 %, a annoncé l'acquisition d'une participation de 70 % dans I.Mec. La valeur de l'opération a été fixée à environ 14 millions d'euros.

Du côté des valeurs moyennes, la Juventus FC a été confirmée à la baisse, se détériorant depuis l'ouverture et abandonnant 4,0%. Carel Industries est également pénalisé, en baisse de 2,6%.

Webuild a cédé 0,9%. La société a annoncé samedi qu'elle avait acheté 237.689 de ses propres actions ordinaires pour un montant total de 463.022,52 euros.

Tamburi Investment Partners a également reculé de 0,9 %. La société a déclaré lundi qu'elle avait acheté 70 501 de ses propres actions ordinaires entre le 17 et le 21 avril.

Les actions ont été acquises à un prix moyen de 8,4204 euros par action, pour une valeur totale de 593 649,21 euros.

Maire Tecnimont a cédé 0,3 pour cent après la hausse de la veille.

La société a annoncé vendredi que sa filiale NextChem, qui fait partie de la business unit Sustainable Technology Solutions, après avoir terminé l'étude d'ingénierie avancée pour la méthani-

sation pour le projet Salamandre en Normandie, a obtenu un nouveau contrat de Storengy pour réaliser une nouvelle étude d'ingénierie avancée pour la gazéification des déchets de bois et l'épuration du système de gaz de synthèse pour produire du biométhane.

Arnoldo Mondadori Editore - dans le rouge de 0,8% - a annoncé jeudi qu'il avait exécuté le contrat pour la vente à PBF de sa participation de 18,45% dans Società Europea di Edizioni, éditeur du quotidien Il Giornale.

Cementir Holding - en baisse de 0,9% - a annoncé que l'assemblée des actionnaires avait renouvelé son conseil d'administration, qui restera en fonction pendant trois ans, réduisant le nombre de membres à huit, dont un directeur exécutif, Francesco Caltagirone, et sept non exécutifs.

Parmi les hausses, qui sont minoritaires, OVS a gagné 1,3% et Brunello Cucinelli 0,2%.

Du côté des petites capitalisations, Bialelli Industrie s'est hissé au sommet avec 6,4 %, algoWatt a suivi avec une hausse de 5,6 %. La société a annoncé lundi qu'elle avait conclu un "important accord-cadre avec un établissement de crédit italien de premier plan" pour la maintenance évolutive et corrective des solutions de contrôle à distance des systèmes technologiques et la gestion des équipes de maintenance dans les bureaux de toute l'Italie.

Caltagirone augmente de 1,3 %. La société a annoncé vendredi que l'assemblée générale ordinaire des actionnaires avait nommé le nouveau conseil des commissaires aux comptes pour la période de trois ans 2023 - 2025.

Bioera est en hausse de 0,8% après avoir annoncé vendredi que son conseil d'administration a approuvé les états financiers au 31 décembre 2022, faisant état d'une perte de groupe de 4,1 millions d'euros contre un bénéfice de 15,3 millions d'euros en 2021.

Les revenus se sont élevés à 626 000 euros, contre 19,8 millions d'euros l'année précédente.

Parmi les PME, UCapital24 reste en tête avec 43% après avoir annoncé lundi soir que le conseil d'administration avait approuvé ses résultats pour 2022, faisant état d'une perte nette de 744 000 euros, soit une amélioration de 43% par rapport à une perte de 1,3 million d'euros pour l'exercice 2021.

Le conseil a également approuvé un plan de développement 2023-2025 indiquant des revenus totaux de 5,0 millions d'euros à 6,0 millions d'euros.

Farmacosmo a augmenté de 1,5 % après avoir annoncé lundi qu'au cours du premier trimestre 2023, elle a enregistré une augmentation de tous les indicateurs clés, à commencer par les revenus, qui ont atteint 18,8 millions d'euros, soit une augmentation de 6,0 % par rapport à la même période en 2022.

Portale Sardegna a chuté de 2,0 % après avoir annoncé lundi que l'année 2022 s'est clôturée avec une valeur de production de 8,9 millions d'euros, en hausse par rapport à 6,4 millions d'euros en 2021.

En fait, le conseil d'administration a approuvé le bilan consolidé au 31 décembre 2022, faisant état d'une perte nette aggravée à 500 000 EUR, contre 230 000 EUR en 2021.

Destination Italia est dans le rouge de 4,7 pour cent. Lundi, elle a fait état d'une amélioration de tous les indicateurs en 2022, avec une perte réduite de 52 % à 950 000 euros, contre 2,0 millions d'euros en 2021.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 266 %, passant de 7,4 millions d'euros en 2021 à 27,1 millions d'euros en 2022.

Esautomotion ne fait toujours pas de commerce. Samedi, elle a annoncé qu'elle avait signé un accord d'investissement de 10 millions d'euros et un pacte d'actionnaires pour acquérir les activités de Sangalli Servomotori, une société active sur le marché des moteurs électriques, par le biais de l'achat de l'ensemble du capital social d'une société nouvellement créée.

Le groupe SolidWorld est dans le rouge à hauteur de 2,6 %. Lundi, il a annoncé que le premier Electros spider, une bio-imprimante 3D capable de produire des reproductions de cellules et de tissus humains à l'aide de la technologie additive, sera livré en septembre.

Take Off a perdu 2,4 % après avoir clôturé en hausse de 6,3 %. La société a annoncé un chiffre d'affaires de 8,3 millions d'euros pour le premier trimestre, soit une hausse de plus de 34 % par rapport aux 6,2 millions d'euros enregistrés au 31 mars 2022.

En Asie, le Nikkei a clôturé dans un vert fractionné à 28 620,07 et le Hang Seng était à 1,7 pour cent dans le rouge à 19 617,88 tandis que le Shanghai Composite était en baisse de 0,3 pour cent à 3 264,87.

À New York, vendredi, le Dow Jones a clôturé en hausse de 0,2 pour cent, le S&P a terminé dans un vert fractionné tandis que le Nasdaq a terminé dans le rouge de 0,3 pour cent.

Parmi les devises, l'euro s'est échangé à 1,1031 USD contre 1,1030 USD à la clôture de lundi. La livre, quant à elle, valait 1,2471 USD contre 1,2467 USD lundi soir.

Parmi les matières premières, le baril de Brent vaut 82,52 USD contre 82,04 USD lundi soir. L'or, quant à lui, s'échange à 1 988,25 USD l'once contre 1 995,25 USD l'once à la clôture de lundi.

Le calendrier économique de mardi prévoit la publication de l'indice des prix des logements aux États-Unis à 15 heures CEST et, une demi-heure plus tard, celle des permis de construire. A 1600 CEST, le rapport sur la confiance des consommateurs sera publié.

LE BIG-DATA

Le nouveau pétrole en 2023

Data, big data, données massives, mégadonnées ...etc. Mais qu'est-ce que c'est ? Vous avez raison de vous poser la question, car cela fait un moment que l'on en parle. Rassurez-vous ce n'est pas un challenge de dance sur Tiktok !

Aujourd'hui, le monde est en train de connaître une explosion quantitative des données numériques de manière gigantesque et ce n'est pas rien ! Pour tout comprendre, commençons par le commencement.

Qu'est-ce que la DATA/Donnée ?

Le terme donnée est utilisé pour désigner une unité ou un ensemble d'informations généralement facile à traiter (textes, chiffres, statistiques, image, contact...etc.)

Qu'est-ce que le big data ?

Comme son nom l'indique le Big Data désigne une donnée, mais avec un volume énorme.

Autrement, c'est toutes les données échangées chaque jour sur le web ; Photos et vidéos publiées en ligne, échanges sur les réseaux sociaux, transactions en ligne...

Notamment avec l'arrivée des nouvelles technologies, des applications mobiles et des objets connectés nous produisons des masses de données encore plus importantes.

Sans oublier la crise du Covid19 qui n'a fait qu'accroître le phénomène

Autre point très important, on distingue essentiellement quatre types de données, à la fois :

Structurées : un format défini et organisé pour faciliter le traitement et simplifier l'analyse. Par exemple les données que vous saisissez lorsque vous remplissez un formulaire (Nom, Adresse, Age).

Non structurées : avec un format non défini : photo, vidéo ou texte brute un contenu plus difficile à analyser.

Semi-structurées : un peu des deux !

Ils peuvent être traités et exploités dans le but d'en tirer des informations pertinentes. Mais ce n'est pas tout ! Le big data repose sur 4 exigences techniques avec plusieurs caractéristiques qui le décrivent, à savoir :

Le Volume : il fait référence à la quantité et la taille des données qui doivent être analysés et traités.

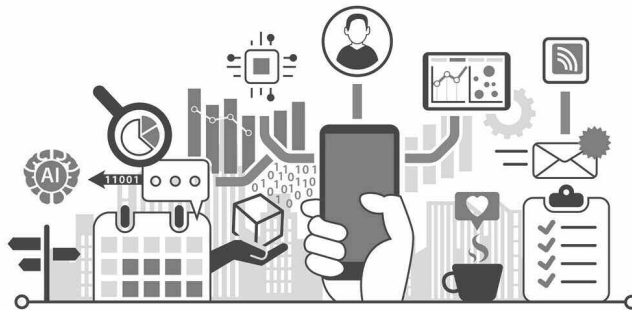
La Variété : il est question de type et de source de donnée récoltée.

La Vitesse : Ici on parle de fréquence, autrement dit la vitesse à laquelle les données sont générées. Sachez que nous générons chaque jour +2,5 trillions d'octets de données, il faut le dire, c'est ENORME !

La Vérité : fait référence à la qualité et la fiabilité des données analysées.

De ce fait, la Data est perçue aujourd'hui comme un levier de gain de temps, d'efficacité interne, de création de nouveaux services et d'amélioration des relations avec toutes les équipes, grâce à la transparence de l'information.

BIG DATA

**Big data = plus de focus sur la fidélisation client**

Aujourd'hui quasi toutes les entreprises sont en surpoids de données, elles utilisent la data accumulées dans leur système pour améliorer leurs opérations, fournir un meilleur service à leur clientèle, créer des campagnes de marketing personnalisées et en fin de compte augmenter leur rentabilité.

En outre, l'utilisation du big data, permet aux entreprises de se concentrer sur le client, il peut leur fournir des informations précieuses sur leurs clients qui peuvent être utilisés pour affiner leurs campagnes et techniques de marketing afin d'augmenter l'engagement des clients et les taux de conversions.

Désormais les temps en changés...

Par exemple : Les chercheurs en médecine utilisent le big data pour identifier les facteurs de risque des maladies pour diagnostiquer les maladies et symptômes chez les patients.

Comment ? Les données provenant des dossiers de santé électroniques, des réseaux sociaux, du web et d'autres sources fournissent aux organismes de santé les informations de dernières minutes sur les menaces et les épidémies à venir. Grosso modo, les entreprises qui utilisent le big data détiennent un avantage concurrentiel potentiel sur celle qui ne le font pas, car elles sont en mesure de prendre des décisions commerciales plus rapide et plus éclairées, à condition d'utiliser les données efficacement bien sûr !

Big data X Vie privé

Surprise ! Vous êtes à découvert. Plus sérieusement...

Rassurez-vous, des lois existent sur la transparence de la collecte des données et

la protection de la vie privée des consommateurs sur le web.

L'union européenne a adopté le règlement général sur la protection des données RGPD.

Afin de limiter les types de données personnelles que les organisations et entreprises peuvent collecter. Aussi, ils exigent le consentement des personnes concernées et le respect de leurs données personnelles.

Sans oublier la fonction sur le droit d'être oubliés qui permet aux internautes de demander aux entreprises de supprimer leurs données.

Small DATA ?

Big Data pour les machines

Small data pour les humains

Du coup, comment vous professionnels traitez les données de votre entreprise et celles de vos clients ? Ou est-ce qu'elles sont stockées ?

Les sociétés algériennes doivent se rendre compte que le traitement de données est un levier indispensable pour continuer de créer de la valeur au quotidien.

Le nombre de données réunies nécessite des emplacements de stockage très importants, de plus ceux-ci doivent être sécurisés et régulièrement contrôlés, de ce fait, les spécialistes recommandent un stockage multiples alliant le cloud et d'autres serveurs sécurisés.

De cette manière les problèmes technique seront minimisés. Vous aussi, n'attendez plus, adoptez les standards internationaux, optimisez le temps de traitement des données de votre entreprise, et enfin passez à la vitesse supérieure !

Source : Ayrade.com

TRANSFORMATION DIGITALE

Cinq (5) outils pour aider les TPE et PME !

Les petites et moyennes entreprises sont souvent confrontées à des défis uniques lorsqu'il s'agit de gérer leur activité. Les entreprises doivent être en mesure de gagner en efficacité et de s'adapter rapidement aux changements du marché. Heureusement, il existe aujourd'hui une grande variété d'outils numériques qui peuvent aider les TPE et les PME à atteindre ces objectifs.

Que vous cherchiez à améliorer votre marketing, à automatiser vos processus, à gérer vos finances ou à mieux communiquer avec vos clients, il y a une multitude d'outils numériques disponibles pour les petites entreprises.

Dans cet article, nous avons rassemblé cinq des outils les plus utiles pour aider les TPE et les PME en Algérie à prospérer dans l'environnement digital d'aujourd'hui.

1. Les plateformes d'emailing :

L'emailing est un moyen très efficace et peu coûteux pour toucher un public cible. Les plateformes de marketing et d'emailing, telles que MailChimp et Sendinblue, vous permettent de créer et d'envoyer des newsletters, des emails promotionnels et commerciaux et ce afin de promouvoir votre activité en ligne tout en touchant un maximum de professionnels.

2. Les logiciels de gestion de projet :

Les logiciels de gestion de projet sont des outils numériques ou des plateformes qui permettent aux entreprises de suivre l'avancement de leurs projets, de collaborer en temps réel avec leur équipe et de gérer efficacement leurs ressources. Des solutions comme, Trello, Microsoft ou encore Odoo. Ils offrent des fonctionnalités de planification, de suivi et de reporting pour aider les entreprises à optimiser leurs projets.

3. Les plateformes de gestion de la relation client (CRM) :

Le CRM est un outil puissant qui permet aux entreprises de gérer leur relation client de manière efficace. Le CRM peut aider les entreprises algériennes à suivre les interactions avec les clients, à gérer les ventes, à créer des rapports et à gérer les données clients. Une solution comme Odoo peut être très efficace pour aider les entreprises à améliorer leurs processus de vente et de marketing. Pensez-y !

Sans oublier la partie facturation qui vous permet de gérer votre flux de trésorerie et de suivre vos paiements, tout en vous offrant des fonctionnalités de gestion des dépenses, afin de vous aider à suivre et à contrôler votre comptabilité.

4. Les outils d'analyse de données :

Les outils d'analyse de données, tels que Google Analytics ou Microsoft Power BI, peuvent aider les PME à suivre et à analyser les données de leur site web, de leurs campagnes marketing et de leurs ventes, afin d'optimiser leur stratégie et leur rentabilité.

5. Les solutions de stockage et de partage de fichiers :

Les solutions de stockage et de partage de fichiers, telles que Google Drive ou Microsoft OneDrive, peuvent aider les PME à stocker et à partager des fichiers en toute sécurité, à accéder aux fichiers de n'importe où et à collaborer en temps réel.

Bref, pensez à vous digitaliser et profitez des avantages considérables en termes de gestion de business.

Nous avons aidé beaucoup d'entreprises algériennes à gagner en efficacité, à améliorer leur rentabilité et à s'adapter rapidement aux changements du marché. En utilisant les bons outils numériques, ils sont aujourd'hui en mesure de se développer de manière durable.

Le navigateur Web Opera va disparaître, mais aura un remplaçant

Opera vient d'annoncer la fin prochaine de son navigateur Web. L'entreprise compte remplacer celui-ci par Opera One, une nouvelle version plus modulaire profitant d'une nouvelle interface.

Vous utilisez Opera pour explorer les tréfonds du Web ? Profitez-en, il ne vous reste plus que quelques mois pour en profiter. Opera Software, l'entreprise qui édite le navigateur Web éponyme, vient d'annoncer que celui-ci serait bientôt remplacé par un nouveau navigateur. Opera One, c'est son nom, remplacera le

navigateur Opera tel que nous le connaissons actuellement sur Windows, macOS et Linux, d'ici à quelques mois.

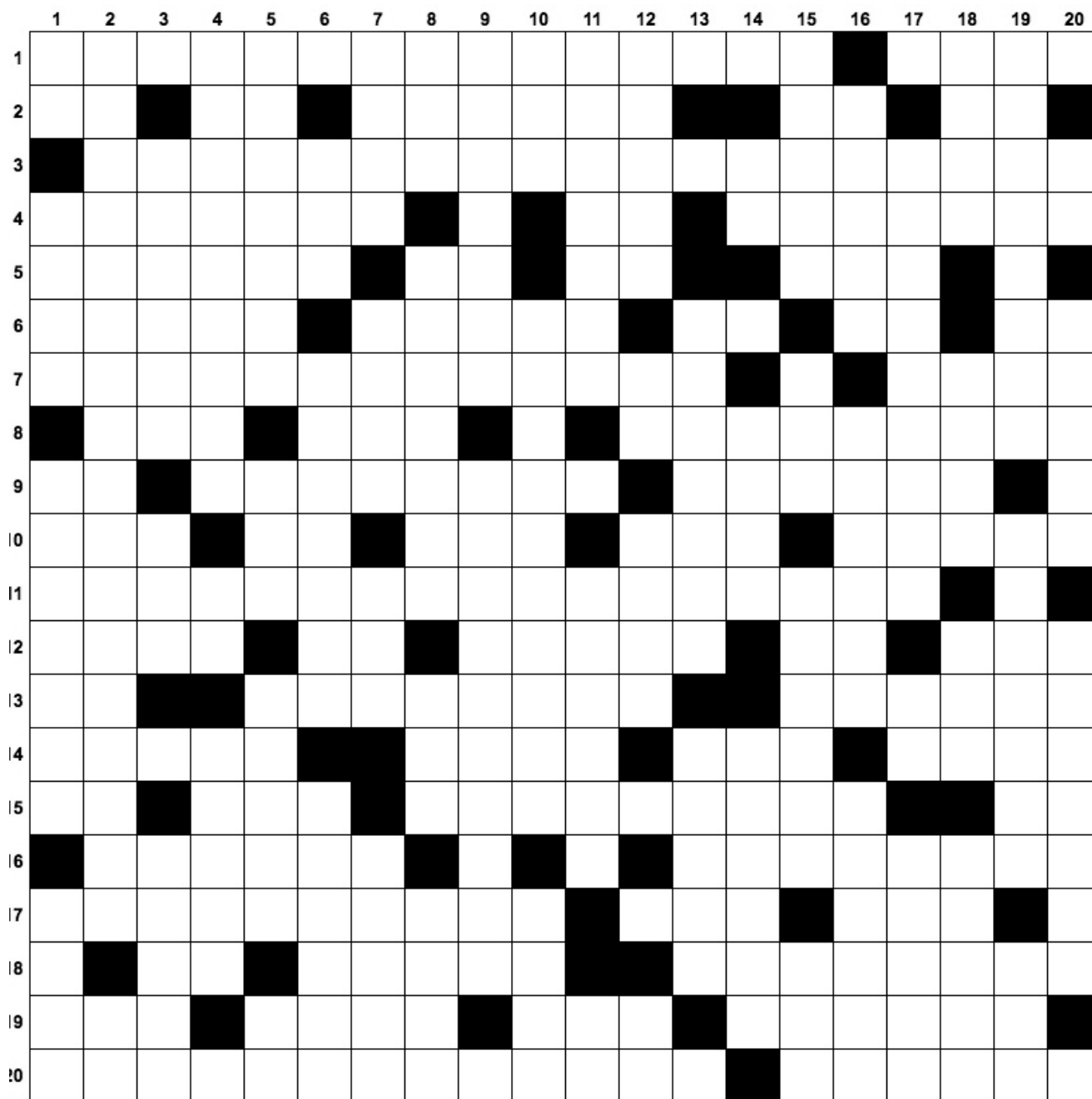
Une nouvelle interface, plus de souplesse et un peu d'IA

Vous l'aurez compris, Opera va en réalité faire peau neuve. Outre ce changement de nom, le navigateur va profiter d'un véritable ravalement de façade. « Avec sa nouvelle conception modulaire, Opera One devient le premier navigateur majeur basé sur Chromium, à intégrer un processus multithread, fournissant ainsi une interface utilisateur inédite » indique

Opera dans son communiqué. L'interface de ce nouveau navigateur, bien plus moderne que celle utilisée pour le moment dans la version originale d'Opera, profite ainsi d'animations et de transitions fluides et offre une navigation plus responsive qu'à l'accoutumée. Le navigateur proposera par ailleurs Tab Islands, une fonctionnalité permettant d'organiser vos onglets en groupes contextuels. Celle-ci est présentée par Opera comme « une manière plus intuitive d'interagir et de gérer différents onglets ». Concrètement, si vous ouvrez simultanément plu-

sieurs pages d'un même site Web, les onglets de ces pages seront automatiquement regroupés.

Pour animer Opera One et proposer de nouvelles fonctionnalités, Opera Software veut s'appuyer sur l'intelligence artificielle générative. Le but est ici de s'adapter aux besoins de chacun en ne mettant en avant que les modules les plus pertinents à chaque profil. Opera One, présenté comme « épuré » par son éditeur, laisse « de l'espace pour les fonctionnalités futures basées sur l'IA et les extensions ».



Horizontalement

1 Aller et venir (4 mots).- Ethnie. 2 Pronom.- The best.- Un sacré compère.- Terasiemens.- Répétition. 3 Ah ! les p'tits pois, les p'tits pois ! (4 mots). 4 Pièce jaune.- Pièce jaune.- Nib. 5 Piège à Mémé.- Note.- C.à.d.- Ça plane avec lui ! 6 Épargne sans queue ni tête.- On doit y montrer sa poitrine.- Branché.- Blanc 2 blanc.- Push. 7 Western de 1940 (4 mots).- Mélange d'épices. 8 Projet musical new age.- Passe à reculons.- Passer à la vitesse supérieure. 9 Révolution.- Dévorés.- Est. 10 Fin de messe.- Teratesla.- Toile.- Pas bien roulé.- Survient dans le vestibule. 11 Plantagenêt VS Capétiens (5 mots). 12 Rond dans l'eau.- Pas très vaillant.- Vieille charrue.- Demande un joint.- Sépare l'Escandorgue de l'Espinouse. 13 Hèle.- Pastichant.- Produit des intérêts. 14 Ce qu'on attend d'un prêté.- Mis-sives.- Un bout de robe.- Conservateur. 15 A été appréhendé.- Commune du 31.- Affections.- Elle avait le cuir épais. 16 Contemporain.- Circonspect. 17 Séculaire.- UV.- Combustible nucléaire. 18 Garde la ligne.- Parat.- Pas tant que ça s'il a les mains plaines. 19 Bois ou au fond du bois.- Interdit aux moins de 16 ans.- Idem.- Haploïdie. 20 Complètement (4 mots).- Solution miracle.

Verticalement

1 On le fait quand on ne veut pas le faire.- Via Cabana.- A gauche ou à droite de la ligne d'attaque.- Explosif quand il est nerveux. 2 Mettre le turbo (6 mots).- OK pour le sud de la France. 3 Pénétrer.- Moi intime.- Ni à gauche, ni à droite. 4 Arriviste.- Vieille clé.- Pédant. 5 Doit être bon pour être efficient.- Enlevé.- Mouise.- Pas net. 6 Départ de dépêche.- Ni à gauche, ni à droite.- Fait tourner la roue, vers le haut. 7 Commune catalane.- Sous ou ronds.- Estuaire.- Pour boire una cerveza. 8 Béta.- Dent.- Porte-bébé ?- Infondé. 9 Lestement.- Décorera. 10 Un teuton.- Stopperait.- Écueil. 11 Habitante de Nods.- Supposée.- Réfléchi. 12 Tarte renversée.- Contracté des pieds à la tête.- Passage d'un canal.- Préposition. 13 Et pourtant illustre.- Partirai en éclats. 14 Forces de l'ordre US.- Saillie.- VS Airbus. 15 Madame de...- Agnus ou opus.- On le met parfois, mais on ne l'a pas toujours.- Surgis. 16 Rétention.- Prénom féminin.- Idem, mais en voiture. 17 Licencié.- Nouvelle République.- Iles australiennes. 18 Expression première mais pas primaire.- Rituel hindou.- Organisation Territoriale de l'État.- Gra-touille. 19 Chiron.- Pas d'entente quand il est miné.- Bien roulé. 20 Triste sigle.- Dans une chanson d'enfants.- Baisotât.

BIENTÔT

Une compacte Dacia pour écraser le marché ?

En plus de ses nouveaux SUV, Dacia se préparerait à lancer une compacte à cinq portes dans le segment des Renault Mégane et autres Peugeot 308. De quoi dominer le marché ?

Le Dacia Jogger sera-t-il rejoint par une compacte à cinq portes dans la gamme du constructeur roumain ?

Dacia va bien et la situation de la marque roumaine n'est certainement pas prête de se dégrader. La division « low-cost » de Renault prépare en effet le renouvellement de son SUV star le Duster, en plus d'un grand modèle à sept places (le Bigster) attendu d'ici le milieu de la décennie. Et alors que le Jogger se vend très bien, que la Sandero reste la voiture la moins chère du marché et que la petite Spring électrique séduit les clients cherchant une électrique la plus abordable possible, on apprend que Dacia pourrait défricher un autre terrain. D'après les journalistes espagnols de Motor, Dacia travaillerait actuellement sur une compacte à cinq portes. Oui, un modèle de la catégorie des Renault Mégane, Peugeot 308 et autres Opel Astra avec



une longueur aux environs des 4,3 mètres. Basée sur la plateforme CMF-B, cette compacte Dacia reprendrait évidemment une approche la plus « low-cost » possible de façon à réduire au maximum ses prix. D'après les journalistes Espagnols, elle serait prévue pour 2026 au plus tard et em-

barquera des motorisations micro-hybrides, hybrides et thermiques compatibles GPL.

Une compacte à moins de 20 000 € ?

Alors qu'une Peugeot 308 se négocie actuellement à partir de 29 420 € et qu'une Skoda Scala ne descend pas sous les 23

520 €, l'idée d'une compacte Dacia à moins de 20 000 € nous paraît séduisante pour ceux qui refuseraient de craquer sur les SUV. Il y aurait sans doute de quoi réaliser de jolis scores de vente si l'auto affiche un design raisonnablement séduisant et des prestations pas trop mauvaises.

RENAULT CAPTUR

En route pour un nouveau design

Après la Renault Clio, c'est au tour du Renault Captur de bénéficier d'un restylage qui devrait être dévoilé vers la fin de l'année pour une commercialisation prévue en 2024. Ce lifting sera d'importance, puisqu'il changera profondément la signature lumineuse du véhicule.

La Renault Clio restylée vous plaît. Ça tombe bien puisque le Renault Captur va utiliser la même recette pour son restylage. C'est en tout cas ce que confirment les photos d'un prototype qui a été débusqué en Espagne et qui confirme la nouvelle architecture des feux de jour (fini les crochets place aux boomerangs). Ce modèle bénéficiera d'une nouvelle calandre et du nouveau logo « Nouvel R ». Tandis qu'à l'arrière du véhicule, de petites modifications seront effectuées sur les feux et le bouclier. Un camouflage qui laisse apparaître les nouveaux feux de jour du Renault Captur Phase 2 qui va s'inspirer du récent restylage de la Renault Clio pour se moderniser.

Peu de changement également en ce qui concerne l'habitacle qui accueillera cependant une évolution du système multimédia Easy Link et de nouvelles selleries. Il n'y a pas de raison que sous le capot on trouve de nouvelles motorisations, il faudra pour cela attendre la mi-2025 et l'entrée en vigueur de la norme Euro 7 pour apercevoir un nouveau 1.2 microhybridé en 48 volts de 140 ch. Cependant, sur ce Renault Captur phase 2 qui sera dévoilé en fin d'année, il y aura sans doute une progression de la puissance du 1.0 TCe en essence comme en GPL. Quant aux versions hybrides (Full Hybrid ou Plug-In) elles auront droit à une batterie un peu plus puissante (10,5 kWh) comme celles qui équipent désormais le Mitsubishi ASX. Un Mitsubishi ASX qui va devenir un peu moins clone du Renault Captur, puisque trop récent il ne bénéficiera pas d'un restylage rapidement.

Le Renault Captur se dédoublera l'an prochain, puisqu'un Grand Captur va apparaître à la mi-2024, un modèle qui affichera la même face avant, mais devrait mesurer 4,40 m de long. Le Renault Captur se dédoublera l'an prochain, puisqu'un Grand Captur va apparaître à la mi-2024, un modèle qui affichera la même face avant, mais devrait mesurer 4,40 m de long.

BMW IX1 VS AUDI Q4 E-TRON VS MERCEDES EQA

Lequel choisir en 2023 ?

Il a mis du temps à démarrer, mais le rouleau compresseur allemand commence à déployer toute sa puissance... électrique ! Audi, Mercedes et BMW s'acharment à grands coups de SUV compacts comme à la grande époque du thermique... en retrouvant de vieux réflexes parfois inattendus. Démonstration dans notre comparatif.

Aristocrates de l'automobile thermique, Audi, BMW et Mercedes mettent les bouchées doubles pour conserver leurs positions après la révolution électrique. Certes, ils n'ont pas embarqué dans ce train du changement au même moment, BMW ayant largement précédé Mercedes et surtout Audi. Qu'importe !

Ils rejouent aujourd'hui leurs combats ancestraux et opposent leurs nouveautés à batterie avec autant de férocité que du temps des V12. La dernière bataille se joue sur le terrain des SUV compacts avec l'arrivée du tout nouveau BMW iX1.

Pour l'instant, cette version électrique du X1 est disponible exclusivement en version quatre roues motrices xDrive30 qui trouve ses rivaux naturels : le Mercedes EQA 350 apparu en 2021 et l'Audi Q4 e-tron 50, commercialisé peu après.

Ce dernier se distingue d'ailleurs par son apparence et sa technologie : il est le seul à reposer sur une plateforme 100% électrique, la MEB de Volkswagen, commune à toutes les autos du genre chez le géant allemand.

Ses lignes sont aussi totalement originales et ne partagent pas d'éléments avec un cousin à pétrole. Ceci expliquant sans doute cela, l'Audi embarque ainsi la plus grosse batterie qui revendique plus de 10 kWh en plus de capacité nette, voire même 15 kWh de capacité brute avec le BMW.

Pour le reste, les positions tenues par les adversaires sont proches, comme si les stratégies de guerre n'avaient jamais changé. Tous embarquent deux moteurs électriques entraînant chacun un train de roue, tandis que leurs puissances avoisinent les 300 ch.

POUR HYUNDAI

Objectif Lune en 2027

Hyundai se lance dans la conquête spatiale puisque le groupe coréen débute la construction d'un rover d'exploration lunaire, dont l'alunissage est prévu en 2027. À l'inverse des modèles de la gamme, il n'accueille ni conducteur, ni passager.

Si tout se passe bien, Hyundai a rendez-vous avec la Lune en 2027

Voitures tout-terrain, amphibies, volantes, les constructeurs automobiles ont à peu près exploré toutes les possibilités offertes sur la Terre. Alors, pourquoi ne pas s'attaquer à la Lune ? Chez Hyundai, on y avait songé en 2019 avec l'Elevate. Seulement, le dernier projet en cours est réellement sur les rails depuis juillet 2022. Le constructeur annonce désormais la construction d'un modèle de développement au second semestre 2024, afin d'être lancé en 2027.

Projet Hyundai Elevate de 2019

Bien sûr, l'aventure est collaborative. Ainsi, Hyundai Motor Group a signé un accord avec pas moins de six instituts de recherche coréens du secteur aérospatial. Pour la conception de son



rover, le groupe utilisera des technologies de robotique et de conduite autonome conçues en interne comme les caméras, Lidars, mais aussi moteurs, roues, suspensions, panneaux solaires et batteries. Pour ce qui est des robots, c'est la filiale Hyundai Rotem qui s'en charge. Tous ces composants occuperont la partie inférieure du rover. La partie supérieure sera constituée de charges utiles scientifiques pour l'ex-

ploration de la surface lunaire. Il sera doté d'une fonction de gestion thermique et d'un blindage contre les radiations pour résister à l'environnement extrême de la surface lunaire. Son poids est évalué à 70 kg environ. Si le développement et les essais du rover sont concluants, il est prévu de le faire alunir près du pôle Sud de la Lune afin de mener diverses missions scientifiques.

Le président Tebboune invité aux Emirats arabes unis

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce mardi, une invitation du président des Émirats arabes unis, Mohammed bin Zayed Al Nahyan.

L'invitation a été transmise par l'ambassadeur de l'État des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Khamis Subaa Al-Ali, à l'issue de l'audience que lui a accordé le Président Tebboune. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Mohamed Nadir Larbaoui, indique un communiqué des services de la Présidence de la République.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 26 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

COOPÉRATION

Le ministre des AE reçu par le président mauritanien Ould Cheikh El-Ghazouani

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été reçu mardi à Nouakchott par le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue à Nouakchott, en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre a remis au président mauritanien "une lettre de son frère le Président Abdelmadjid Tebboune, et lui a transmis ses salutations chaleureuses et sa détermination à poursuivre l'action conjointe pour concrétiser leur ambition commune de promouvoir les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays frères au plus haut niveau possible", précise le communiqué.

L'audience a permis, selon la même source, d'évoquer "le progrès réalisé en matière de suivi et de mise en œuvre des directives des dirigeants des deux pays et des conclusions de leurs concertations à l'occasion de la visite d'Etat de M. Ould Cheikh El-Ghazouani en décembre 2021 en Algérie, qui a inauguré une nouvelle ère dans l'histoire des relations algéro-mauritaniennes".

Dans ce cadre, les deux parties ont salué "l'élan important que connaissent les relations bilatérales et les conclusions de la 19e session de la Grande commission mixte qui ouvrent des perspectives prometteuses vers l'établissement d'un partenariat stratégique reposant sur des projets économiques importants, à l'instar de celui de la route reliant Tindouf à Zouerate, de l'ouverture d'une banque algérienne à Nouakchott, de la mise en place d'une exposition permanente de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), et de l'exploitation des quotas de pêche offerts par la Mauritanie à l'Algérie".

R. E.

16^E SESSION DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

Chanegriha : «Les guerres modernes sont différentes»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé hier mardi les travaux de la 16^{ème} session du Conseil d'orientation de la prestigieuse Ecole supérieure de Guerre, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

A l'entame des travaux de la réunion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, à travers laquelle il a souligné que «les guerres modernes que connaît le monde d'aujourd'hui sont totalement différentes des guerres précédentes, ce qui a amené l'Armée nationale populaire à porter une attention particulière à deux aspects vitaux, à savoir la dotation en matériels modernes et la formation d'une ressource humaine qualifiée».

«Les guerres modernes, notamment celles auxquelles nous assistons depuis quelques années, sont entièrement différentes des guerres précédentes en termes de moyens, de méthodes, de raisonnement et de planification. En effet, nous assistons à des guerres qui évoluent à une vitesse effrénée, faisant de celui qui ne peut en suivre le rythme, ou s'y adapter sur les plans raisonnement, planification et virtuosité combative, une proie facile des ennemis et à la portée de leurs attaques et complots. En témoignent les multiples exemples vécus à travers le monde», a affirmé le Général d'Armée.

«Partant de ce postulat, nous étions et demeurons d'une conviction ferme que l'effort consenti dans le domaine de l'acquisition de différents types d'armements et de matériel moderne et à la pointe de la technologie ne saurait atteindre sa finalité s'il n'était pas mis entre

des mains qualifiées, pouvant exploiter parfaitement ses capacités techniques et technologiques», a relevé le Général d'Armée, précisant que "c'est dans cette optique que s'inscrivent nos efforts lors des dernières années, afin de porter en permanence l'attention nécessaire à ces deux composantes interdépendantes, et de toujours veiller à ce que les personnels militaires accordent à cet aspect l'intérêt qu'il lui sied".

Le Général d'Armée a exhorté, dans ce sillage, les cadres de l'Ecole supérieure de Guerre à encourager les officiers stagiaires à enrichir en permanence leur capital de connaissance, aussi bien grâce à la lecture qu'à travers la valorisation de leurs expériences acquises sur le terrain.

"L'attention que je vous exhorte à porter, particulièrement en tant que cadres de l'Ecole Supérieure de Guerre, est de veiller à ce que les officiers stagiaires ne se contentent pas uniquement des cursus d'enseignement et de formation programmés, mais aient la ferme volonté d'enrichir leur capital de connaissances spécialisées et générales, aussi bien grâce à la lecture qu'à travers la valorisation des expériences acquises sur le terrain", a-t-il souligné.

En effet, a-t-il ajouté, "la véritable école est celle de la vie professionnelle, qui inculquera aux cadres militaires supérieurs les qualités d'intelligence et de perspicacité, lors de la manipulation des armes, du matériel et des divers types d'équipements mis à disposition, notamment ceux engagés récem-

ment dans le corps de bataille, de manière à pouvoir s'adapter rapidement et efficacement aux nouvelles situations".

Le Général d'Armée a également insisté sur l'importance de la volonté, de la persévérance pour la réussite, et de la force d'être convaincu de la victoire chez les futurs cadres de l'Armée nationale populaire.

"Toutefois, le succès ne peut être réalisé sans une volonté et une détermination à toute épreuve. A ce titre, la volonté n'est pas celle de viser la victoire uniquement, mais d'avoir également la conviction absolue de pouvoir l'emporter", a-t-il affirmé.

"Tel est le sens professionnel et patriotique pour lequel je me bats sans relâche, afin que les esprits et les cœurs de l'ensemble des personnels de l'ANP en soient imprégnés, et grâce auquel notre Armée mènera à bien ses missions constitutionnelles et avec lequel le peuple algérien sera rassuré sur son présent et son avenir, quels que soient les défis à relever ou l'ampleur des enjeux à remporter".

A l'issue, le Général d'Armée a suivi un exposé exhaustif, présenté par le Commandant de l'Ecole, portant sur le bilan des objectifs réalisés depuis la précédente session du Conseil d'orientation, ainsi que le plan prévisionnel au titre de la prochaine année 2023-2024, et ce, avant d'échanger avec les membres du Conseil au sujet des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion.

R. N.

FRANCE

Vers l'annonce d'une future loi numérique

Élisabeth Borne devrait annoncer mercredi, dans le cadre d'une feuille de route des «cent jours» impartis par Emmanuel Macron, les contours d'une future loi sur le numérique, ont indiqué à l'AFP des sources gouvernementale et parlementaire, confirmant des informations de presse. Ce texte, en cours d'examen devant le Conseil d'Etat et qui pourrait être présenté en Conseil des ministres dès la semaine prochaine, prévoit plusieurs mesures pour assurer «l'ordre public dans l'espace numérique», selon une source gouvernementale.

Notamment, il comprendra la mise en place du «filtre anti-arnaques» promis par Emmanuel Macron pendant sa campagne, qui doit signaler aux internautes les sites frauduleux, ainsi que des mesures contre le cyberharcèlement sur les réseaux sociaux et le retrait des contenus haineux. Il devrait aussi transcrire en droit français les nouveaux règlements européens sur les services et marchés numériques (DSA-DMA), incluant de nombreuses obligations pour les plus grandes plateformes, dont la liste a été annoncée mardi par le Commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton (Twitter, TikTok, Instagram, Facebook, Google, Amazon...).

TRANSPORT MARITIME

Corsica Linea lance une liaison avec le port de Skikda pour l'été

La compagnie française privée de navigation maritime Corsica Linea renforce ses traversées vers l'Algérie. La compagnie a annoncé le lancement, ce lundi 24 avril 2023, d'une troisième ligne pour la période estivale, ralliant Skikda.

Le Paglia Orba dès le 24 avril, puis le Jean Nicoli à partir du 26 juin, assureront «cette liaison, à raison d'un aller-retour tous les quinze jours jusqu'au 5 juin et d'un aller-retour par semaine jusqu'au 19 septembre», détaille le site Le Marin.